



BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

25/02/2020

Retraitement des chaussées et recyclage des enrobés P15

Les enjeux de nouvelles techniques pour relancer les routes

Rgph 2020-recrutement des agents recenseurs P5

Près de 38 mille jeunes bientôt sur le terrain

Programme social du Gouvernement 2019-2020 (Ps-Gouv) P2

Sidi Touré dresse le bilan au 31 décembre 2019

Finance climatique P9

Adama Coulibaly : **“ La problématique se pose avec acuité et constitue une priorité ”**

• Accès à l'électricité, eau potable, logements P16

Les assurances d'Amadou Gon Coulibaly

Programme social du Gouvernement 2019-2020 (Ps-Gouv)

Sidi Touré dresse le bilan au 31 décembre 2019

Le ministre de la Communication et des médias était face à la presse hier, à son cabinet sis à l'immeuble Sciam au Plateau. Nous vous proposons son exposé liminaire avant les échanges avec la presse nationale et internationale.

Mesdames, Messieurs les représentants des Ministères, Mesdames, Messieurs les membres du Cabinet, Chers Journalistes, Mesdames, Messieurs, Bonne et heureuse année, il n'est jamais trop tard, à celles et ceux que je n'ai pas encore eu le plaisir de voir depuis le début de l'année. C'est un réel plaisir de vous retrouver au Ministère de la Communication et des Médias, à l'occasion de cet exercice, désormais régulier, de conférence de presse, pour faire le point sur le Programme Social du Gouvernement. Après que Son Excellence Monsieur le Premier Ministre vous a donné les grandes articulations de l'ambition sociale du Gouvernement, il était bon que nous puissions entrer dans les détails du Programme Social du Gouvernement, vous qui êtes notre meilleur relais pour informer les populations ivoiriennes. Mesdames, Messieurs, Vous vous souviendrez que, dans son adresse à la Nation du 06 Août 2018, le Président de la République, SEM Alassane Ouattara a instruit le gouvernement en vue d'accroître ses efforts en matière de politique sociale. L'objectif, vous l'avez bien compris, est de permettre aux populations ivoiriennes, notamment les plus vulnérables, de voir leurs conditions de vie nettement améliorées. Le 18 décembre 2018, le Programme Social du Gouvernement est adopté et ambitionne d'accélérer le rythme des réformes et des progrès réalisés depuis 2012, en vue de réduire le taux de pauvreté et les inégalités dans notre beau pays. Ce programme de 2 ans se décline en 156 actions dont 67 projets majeurs, 57 réformes et 32 mesures d'accompagnement de l'action sociale pour un budget de 1003 milliards de FCfa. Vous le savez, il repose sur 5 axes stratégiques :

1. Fournir aux populations des services de santé de proximité, une alimentation et une nutrition saines et améliorer la protection sociale ;
2. Renforcer les conditions d'accès et de maintien à l'école des enfants de 6 à 16 ans et améliorer les conditions d'études et de vie des étudiants, avec un accent sur le maintien de la jeune fille à l'école ;
3. Favoriser l'accès des populations aux services essentiels, logements, énergie, transport, eau potable et aux biens et services de

grande consommation à un coût abordable, ainsi qu'à un cadre de vie adéquat ;

4. Améliorer l'employabilité et l'accès à un emploi décent et stable des jeunes et des femmes ;
5. Créer les conditions d'amélioration du bien-être des populations en milieu rural et assurer la sécurité alimentaire.

Mesdames, Messieurs, Nous nous retrouvons donc aujourd'hui, avec les experts sectoriels pour évaluer et rendre compte aux populations de l'exécution de cette initiative qui leur est destinée. Ainsi :

- Sur le volet Éducation, Deux principales activités sont retenues, il s'agit du :

- recrutement de 10 300 enseignants du préscolaire, du primaire et du secondaire ;
- et de l'acquisition et la distribution de 250 000 tables-bancs

Le recrutement des enseignants a été intégralement réalisé. Les 10 300 personnels ont tous été formés et sont actuellement en situation de responsabilité. Au-delà, le Ministère de l'Éducation Nationale a procédé à la mise en responsabilité de :

- 5 000 enseignants du primaire sortis des CAFOP ;
- 901 professeurs de collège ;
- 585 professeurs de lycée ;
- et 440 animateurs et éducateurs préscolaires.

Au total, en 2019, 17 226 enseignants et personnel d'encadrement ont été mis en responsabilité dans le système éducatif. Concernant l'acquisition des tables-bancs, ce sont 186 000 unités qui ont été réceptionnées. Les exemplaires restants sont en cours de livraison.

Par ailleurs, l'offre de réceptifs scolaires et périscolaires a été renforcée sur la période avec :

- 3077 nouvelles salles de classe au préscolaire et au primaire ;
- 35 nouveaux établissements secondaires dont le lycée d'excellence de Grand-Bassam

Les établissements d'enseignement technique et professionnel sont en cours de construction ou réhabilitation, afin d'accueillir tous les étudiants.

De manière globale, il est à constater une nette amélioration des indicateurs de résultat :

- Taux net de scolarisation : de 73% en 2012 à 91% en 2018 ;
- Taux de réussite au CEPE : progression de plus de 20 points de pourcentage entre 2011 et 2018 ;



- Taux de réussite au BEPC : progression de plus de 40 points de pourcentage entre 2011 et 2018 ;
- Taux de réussite au BAC : progression de plus de 25 points de pourcentage entre 2011 et 2018.

- Au titre de l'accès à l'électricité

1 008 853 ménages bénéficient de la réduction de 20% du tarif social d'électricité contre 930 910 lors de notre dernière conférence de presse. L'on note donc une progression par rapport au mois de septembre 2019 et 3,9 milliards de FCFA économisés sur l'année 2019. Pour rappel, ce sont 850 000 ménages qui avaient initialement été ciblés.

S'agissant de l'électrification rurale (PRONER), 919 villages ont été électrifiés.

À toutes fins utiles, et afin que vous puissiez prendre la pleine mesure de cette performance, ce chiffre correspondait 3 fois aux moyennes annuelles enregistrées en 2011 et 2018. Mieux, ces 919 villages représentent 10 fois plus que ce qui a pu être réalisé entre 1994 et 2000 où, en moyenne, 93,1 localités étaient raccordées à l'électricité chaque année.

Enfin, 203 018 ménages sur un objectif annuel de 200 382 ont été raccordés au réseau électrique du Programme Électricité Pour Tous (PEPT). Par ailleurs, il convient de rappeler qu'en huit années, la

rains équipés à bas coûts).

- Sur le volet Santé, Ce programme ambitieux est aujourd'hui une réalité avec près de 3 millions de bénéficiaires identifiés. Parmi eux, 1,4 million n'avaient jamais bénéficié de couverture maladie. En octobre 2019, la CMU couvrait déjà 12% de la population totale contre un taux de couverture variant de 2 à 10% dans de nombreux pays en Afrique. Au 31 décembre 2019, on enregistre 82 530 bénéficiaires de la CMU traités dans le cadre de 96 137 consultations effectuées dans 499 centres de soins et 117 localités du pays. La CMU est une réalité ! Des solutions ont été trouvées pour les difficultés rencontrées au démarrage, notamment quant au processus d'identification, à la disponibilité des médicaments et de l'offre de soins, ou aux incompréhensions sur le fonctionnement du système. Il y a donc de moins en moins de plaintes, et le processus s'ajuste et s'améliore chaque jour. Rappelons enfin que le Gouvernement a, par ailleurs, adopté un décret relatif à la répartition des cotisations dues au titre du régime général de base de la Couverture Maladie Universelle (CMU) des fonctionnaires de Côte d'Ivoire qui permet que 50% de ces cotisations soient

la Rougeole/Rubéole de 92% ;

- un taux de vaccination des femmes enceintes contre le tétanos de 84%.

Dans le but d'améliorer sa capacité opérationnelle et son efficacité d'ensemble, trois (03) mesures fortes ont été prises pour renforcer l'activité de vaccination :

- le Gouvernement a adopté en Conseil des Ministres, un décret rendant obligatoire la vaccination des nourrissons et des femmes enceintes aussi bien lors des campagnes que pendant les vaccinations de routine ;
- l'accès aux médias publics pour la diffusion de produits médias sur le PEV a été rendu gratuit ;
- le vaccin contre le cancer du col de l'utérus chez les jeunes filles de 9 ans a été introduit dans le PEV.

Au titre de la Gratuité ciblée, Ce programme vise à offrir gratuitement aux bénéficiaires certains services et actes médicaux dans le cadre de consultations prénatales, des accouchements et leurs complications, des consultations pour les enfants de 0 à 5 ans et de la prise en charge du paludisme grave. Ainsi, la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique a mis à la disposition des hôpitaux :

- 545 727 kits d'accouchements ;

Depuis 2019, les coûts relatifs aux 48 premières heures de soins des accidentés de la route sont pré-financés par l'État.

L'objectif en 2019 était de réunir les conditions d'habitabilité, notamment l'eau, l'électricité, l'évacuation d'eaux usées à la Cité ADO de Yopougon et à la Cité de Bingerville. À fin décembre 2019, 870 logements de la Cité de Bingerville sont entièrement disponibles. Les raccordements à l'eau et à l'électricité de la Cité ADO ont été achevés. Les travaux de rafraîchissement devaient être terminés et les logements accessibles. D'un point de vue global, notons que de 2011 à 2019,

- 15 618 logements sociaux ont été implantés (10 126 construits par des opérateurs privés, 3 859 par la SICOI et 1 633 logements construits dans le cadre du Programme de ter-

financés par l'État.

Au titre du Programme élargi de vaccination, Deux objectifs principaux sont visés :

- un taux de couverture vaccinale de 94% ;
- une sensibilisation accrue des populations.

Au cours de l'année 2019, grâce au renforcement de ses moyens opérationnels, le PEV a réalisé

- un taux de couverture vaccinale de 94% au titre des enfants de 0 à 11 mois, relativement à la 3^e dose du vaccin pentavalent qui immunise contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, l'hépatite B et l'infection à Haemophilus influenzae B ;
- un taux de couverture pour

- 77 983 kits de césariennes ; ;
- 1 218 435 divers produits de soins contre le paludisme.

En 2019, le Gouvernement a, par ailleurs, décidé que les coûts relatifs aux 48 premières heures de soins des accidentés de la route seront pré-financés par l'État. De façon générale, le taux d'accessibilité géographique aux services de santé est passé de 44% en 2012 à 69% en 2019.

Mesdames et messieurs, chers amis de la presse, L'accès aux services essentiels et au bien-être est un élément fondamental du PS-Gouv, aussi :

- Au titre de l'entretien routier Le programme a pour objectif le reprofilage de 120.000 km de routes et de pistes

• Logements sociaux

Sidi Touré : « L'option de la location-vente désormais prise en compte »



Les représentants des départements techniques, en première ligne dans l'application des programmes à fort impact sur les populations.

rurales sur la période 2019-2020. A fin 2019, sur les 40 000 km à traiter, 18 434 kilomètres de pistes rurales, correspondant à 1 346 itinéraires, ont été achevés. Pour mémoire, il s'agit de faciliter les échanges entre les populations rurales et les villes de référence, donc naturellement de faciliter les conditions d'une meilleure valorisation des produits vivriers et de rente des producteurs. Notons que 135 Pme ont bénéficié de marchés publics d'entretien routier. De façon globale, entre 2011 et 2019, nous constatons une nette amélioration des conditions de circulation des Ivoiriens

- 345,6 kilomètres de routes neuves construites ;
- 400 kilomètres de routes interurbaines renforcées ;
- 240 kilomètres de voirie urbaine réalisées ;
- 22 ponts et échangeurs construits.

- Pour le renforcement du programme d'accès à l'eau potable

L'engagement consiste à garantir le fonctionnement continu d'environ 21000 pompes à motricité humaine sur toute l'étendue du territoire national. Après la phase de diagnostic visant notamment à procéder à l'état des lieux des ouvrages hydrauliques, l'objectif 2019 visait à :

- réparer ou remplacer 3 000 pompes en 2019 à raison de 2000 réparations et 1 000 remplacements à neuf ;
- assurer la maintenance de 9 000 PMH ;
- redynamiser 3 000 Comités de gestion des ouvrages ;
- et effectuer 300 contrôles de qualité dans les points de puisage.

Au 31 décembre 2019, 1661 pompes à motricité humaine ont été réparées et 1004, remplacées.

Notons que le nombre de localités couvertes par l'hydraulique urbaine est passé de 789 en 2011 à 1098 en 2019, soit un taux de couverture actuel de 72% contre de 55%.

- Enfin, au titre du programme des filets sociaux

Le Programme social visait l'intensification et l'élargissement de la couverture de bénéficiaires de ce programme qui consiste à octroyer des transferts monétaires directs de l'ordre de 144000 FCFA / an au profit de ménages vulnérables sur l'étendue du territoire.

Au 4^e trimestre 2019, ce sont 127 000 ménages bénéficiaires qui ont été enregistrés pour un montant total de 18,1 milliards de FCFA.

Pour mémoire, à fin 2018, le projet couvrait 35 000 familles. Les financements additionnels de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement ont permis de rendre effective l'extension du champ d'application aux zones péri-urbaines.

Par ailleurs, il est bon de noter

qu'après avoir fortement augmenté de 10 % à 51 % de la population entre 1985 et 2011, les performances économiques de la Côte d'Ivoire permettent aujourd'hui de situer le taux de pauvreté 2018 à 37,2 %.

Mesdames et messieurs, chers invités,

- **Sur le volet Emploi/Autonomisation des Jeunes et des femmes**

Pour rappel, de 2012 à fin 2016, environ 2,6 millions emplois ont été créés grâce aux différentes politiques gouvernementales.

Ainsi, les programmes d'accompagnement des jeunes vers des opportunités professionnelles ont permis à 73 489 jeunes de bénéficier du projet pour un objectif de 77 004, soit un taux de réalisation de 95,4%.

Relativement à l'autonomisation des jeunes et des femmes dans le cadre du SWEDD (Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend)

Le bilan 2019 se dresse comme suit :

- Sur les 300 000 personnes cibles, 362 471 ont été sensibilisées à la santé sexuelle et la reproduction,
- 2270 jeunes filles vulnérables ont bénéficié des appuis alimentaires ;
- Enfin, 2141 filles ont été formées pour acquérir des notions entrepreneuriales et 775 filles ont bénéficié d'une subvention dans le cadre des activités génératrices de revenus (AGR).

Mesdames, Messieurs,

Ainsi s'achève la présentation du bilan 2019. De façon générale, vous pouvez constater que le Programme Social du Gouvernement produit des résultats concrets, qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations. Conformément aux orientations de SEM le Président de la République, le dynamisme du PSGouv, sous l'impulsion et le suivi rigoureux de Monsieur le Premier Ministre, a permis d'avoir, à fin 2019, des résultats qui traduisent bien la notion d'intensification de l'action sociale du Gouvernement. Ensemble, nous avons réalisé beaucoup de progrès en matière d'amélioration des conditions de vie des Ivoiriens. Le défi au cours de l'année 2020 est de maintenir, voire d'accélérer la cadence d'exécution des activités pour atteindre les résultats projetés.

Le Gouvernement, toujours à vos côtés, entend poursuivre les efforts au bénéfice des populations.

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de votre attention et je reste disponible pour répondre à vos questions ■

SIDI TOURÉ,
MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

La santé, l'éducation, l'électricité, l'eau potable, l'emploi, la solidarité, l'autonomisation des jeunes et des femmes et les infrastructures routières sont les axes prioritaires du Ps Gouv 2019-2020 qui ont fait l'objet d'un bilan, fin décembre 2019, de la part du ministre Sidi Touré qui était entouré pour la circonstance de MM. Gba Jean-Michel, directeur de cabinet du ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bamba Karim, directeur général de la Cnam et Koffi Christophe, conseiller technique au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. L'opportunité de cette conférence de presse trimestrielle, la quatrième du genre, ce 24 février au cabinet du ministre Sidi Touré au Plateau, a aussi été l'occasion pour lui et les représentants des départements techniques en première ligne dans l'application des programmes à fort impact sur les populations, d'apporter des éclaircissements sur les questions qui ont suivi l'exposé du porte-parole du gouvernement.

Éducation : 25000 tables-bancs supplémentaires pour 2020

Malgré les efforts consentis pour l'amélioration des conditions de travail des enseignants et des élèves, le constat du déficit de tables-bancs dans certains établissements a été révélé par des journalistes. Avec à l'appui un cas pratique à l'école primaire publique Star de Cocody Angré. A cette préoccupation, le conseiller technique du Menfp, Koffi Christophe, a précisé que cette école dépend de la direction d'Abidjan 1 qui a reçu 3941 tables-bancs sur la base des

déficits identifiés au départ. Il pense que le cas de cette école est un déficit qui sera identifié pour les prochaines livraisons. Et le ministre Sidi Touré d'indiquer que l'objectif du programme en 2018 était l'acquisition de 250 000 tables-bancs pour l'ensemble du territoire national. Après une année d'exécution, ce sont 186 000 tables-bancs qui ont été livrés. « Vous comprendrez donc avec moi qu'il y a encore une marge à combler sur l'ensemble. D'ailleurs, pour 2020, il est prévu une livraison de 25 000 tables-bancs supplémentaires. Ils viendront certainement combler le vide de sorte qu'à la fin de 2020, élèves et enseignants travaillent dans de bonnes conditions », a projeté Sidi Touré.

Logements sociaux : l'option de la location-vente désormais prise en compte

Dans la vision de 150 000 logements sociaux prévus au programme, 15 618 loge-

ments ont été implantés. Une faible tendance qui, selon le ministre Sidi Touré, a poussé le gouvernement à revoir sa politique d'exécution du programme au regard des faiblesses constatées lors de la première phase. La méthode choisie a été d'aller de façon graduelle sur les projets. Ainsi, pour l'année 2019, l'objectif était de relancer et finaliser très rapidement les travaux de Vrd primaires sur les sites de la cité ADO et la cité Bingerville. Aujourd'hui, selon les dires de Gba Jean-Michel, directeur de cabinet au ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, le raccordement à l'eau et l'électricité est réalisé, le rafraîchissement des bâtiments est en cours de finition, les travaux de voirie et d'assainissement sont achevés. Il ne reste plus qu'à finaliser tout ce qui concerne la station d'épuration d'eaux usées et de ménages. C'est pareil pour la cité de Binger-

ville où les conditions d'habitabilité sont réunies pour les 870 logements implantés. Pour 2020, dans le cadre du Ps-Gouv, il est prévu de finaliser les Vrd primaires sur les sites de Songon et de Grand-Bassam. Toute chose qui explique l'optimisme du ministre Sidi Touré : « Il existe une signature de convention de 2000 logements avec des promoteurs. Des partenaires internationaux nous accompagnent également. Nous avons foi que l'objectif d'offrir un toit à chaque Ivoirien au terme de ce programme qui va se poursuivre pourra être atteint. Pour aller vite de façon graduelle, le Premier ministre a émis l'option de contracter avec des privés qui peuvent rattraper le retard constaté. Mais cette fois-ci, on y a ajouté l'option de la location-vente qui viendra soulager certainement le plus grand nombre et permettre ainsi au fil du temps aux Ivoiriens d'avoir un logement ».

Les filets sociaux élargis à de nouvelles zones

A ce niveau, le ministre Sidi Touré a indiqué que grâce au budget global révisé du Ps-Gouv qui s'établit à 1003,4 milliards de FCFA, les filets sociaux se sont élargis à de nouvelles zones, notamment Bouaké, Korhogo, Daloa, Bondoukou et Abidjan (Yopougon, Attécoubé, Adjamé, Koumassi, Abobo, Anyama et Port-Bouët). Et cela, selon les mêmes critères d'appréciation que les zones de l'intérieur initialement touchées par les filets sociaux ■

SERGES N'GUESSANT

Les raisons de l'arrimage de la Mugefci à la Cmu

À la table de conférence, Bamba Karim, directeur général de la Cnam, a expliqué les contre-temps constatés dans l'applicabilité de la Cmu sur le terrain. Selon lui, ils sont généralement dus au non-respect de la cadence des droits de cotisation ou au changement de groupe socio-professionnel. Il a invité les populations à prendre attache avec les services de la Cnam pour tout désagrément constaté. Par ailleurs, il a assuré que les tensions au démarrage avec la Mugefci se sont quelque peu estompées. Une des dispositions de la loi qui institue la Cmu, dira-t-il, stipule que la Cmu est l'assurance obligatoire de base en Côte d'Ivoire. « Ainsi, toutes les autres formes d'assurances et de mutuelles sont complémentaires ou facultatives. Sur cette base donc, la Mugefci devient facultative. C'est ce qui explique son arrimage à la Cmu afin de lui permettre de vivre et de continuer à jouer un rôle auprès des fonctionnaires. La Cmu a un périmètre bien défini. Elle a tout un panier de soins. La Mugefci dont le régime de base ne concernait que les médicaments doit assurer la complémentarité de la Cmu. Elle doit pouvoir compenser les médicaments que la Cmu ne prend pas en charge. Au début, il y a eu des difficultés mais cela tend à se normaliser aujourd'hui », a-t-il expliqué, avant de trancher que la carte dite intelligente de la Mugefci n'est pas un produit de la Cmu, mais en relation avec les agents de la Mugefci. Abordant la question des prestations des cartes Cmu dans les diniques privées, Bamba Karim a indiqué que « nous avons préconisé d'aller progressivement. Pour l'instant, nous sommes dans les centres de santé publics et avec l'appui du Premier ministre, nous avons pu avoir des tarifs qui défient toute concurrence et à la portée du grand nombre », a-t-il conclu.

Rgph 2020-recrutement des agents recenseurs

Près de 38 mille jeunes bientôt sur le terrain

Une convention a été signée, hier, entre l'Agence emploi jeune et le Bureau technique permanent du Recensement (Btpr).

L'opération de Recensement général de la population et de l'habitat 2020 lancée par le gouvernement est arrivée à une phase très importante. Il s'agit du recrutement des agents recenseurs. Pour ce faire, une cérémonie de signature de convention a eu lieu hier entre le Bureau technique permanent du recensement (Btpr), chargé de l'organisation de cette opération et l'Agence emploi jeunes (Aej), structure à travers laquelle le recrutement des agents recenseurs doit s'opérer.

Les documents qui ont été paraphés par Jean-Louis Kouadio, administrateur de l'Aej, et N'Guessan Doffou, directeur du Btpr, par ailleurs directeur général de l'Institut national de la statistique, en présence de leurs ministres de tutelle respectifs, vise 37 500 jeunes dont l'âge varie entre 18 et 45 ans.

Selon Nialé Kaba, ministre du Plan et du Développement, ces jeunes seront recrutés à



L'administrateur de l'Aej (2^e à partir de la gauche) et le directeur de l'Ins encadré par les ministres Mamadou Touré et Nialé Kaba. (PHOTO : D.R)

partir des 201 guichets emplois jeunes répartis à travers toute la Côte d'Ivoire.

En plus de cette main d'œuvre qui sera sélectionnée, formée et mise à la disposition de l'État pour cette vaste opération, l'Agence Emploi jeunes mettra à la disposition du Btpr près de 1,010 milliards FCfa pour la mise en œuvre du programme de formation des jeunes recrutés.

Concrètement, précise le ministre, ces jeunes bénéficieront d'une formation théorique sur les enjeux et les orientations méthodologiques d'un recensement. Mais également d'une formation pratique sur la collecte de données assistée par ordinateur. Ces formations devraient contribuer à offrir à la jeunesse des perspectives certaines pour une meilleure insertion sur le marché du travail.

Nialé Kaba a profité pour donner un bref aperçu de l'opération. Selon elle, en collaboration avec le partenaire technique Unfpa, de nombreuses activités, notamment les activités préparatoires, sont achevées.

Il s'agit de la collecte des

données cartographiques sur le terrain, le découpage en zones de dénombrement et les affinements et le recensement pilote. Concernant les tablettes devant servir au dénombrement des populations, « la commande a été passée et la livraison est prévue courant mars ». Quant à la phase de recensement proprement dite, au dire du ministre, « elle se déroulera entre le 20 avril et le 15 mai » sur l'ensemble du territoire national.

Pour Mamadou Touré, ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, cette opération entre dans la vision du Programme social du gouvernement. Il s'engage donc à mettre à la disposition de l'opération tout le dispositif de l'Aej et l'enveloppe devant servir à la formation qui sera sanctionnée par une attestation de formation. « Ces jeunes seront reversés dans la base de données de l'Ins pour potentiellement être recrutés lors des enquêtes dans le pays », précise-t-il. Avant d'appeler les jeunes à saisir cette opportunité d'insertion. ■

HERVÉ ADUO

Situation politique

Kakou Mathias appelle Soro à rejoindre le Rhdp



Le président du Pps croit en la victoire du Rhdp au premier tour de l'élection présidentielle d'octobre. (Ph : DR)

Le président du Parti pour le progrès et le socialisme (Pps), par ailleurs membre du Bureau politique du Rhdp, Kakou Mathias, estime que l'ex-président du Parlement ivoirien, Guillaume Soro, n'a aucun avenir politique hors du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix. Lors d'une conférence

de presse qu'il a animée hier à l'hôtel Palm Club, à Cocody, il a soutenu que « Soro ne peut pas devenir quelqu'un sans Alassane Ouattara ». Aussi a-t-il invité « son frère » à rejoindre les rangs de l'alliance des houphouëtistes. « J'étais l'un des fidèles compagnons de Guillaume Soro. Je me suis pas battu pour lui et avec lui. Nos liens étaient

très forts. Notre vision n'est plus la même depuis qu'il a quitté le Rhdp. Parce que pour moi, il a commis une grande erreur », a-t-il expliqué.

Par conséquent, a déclaré le président du Pps, l'ancien président de l'Assemblée nationale ne doit éprouver aucune gêne de retourner au sein de sa formation politique d'origine. « Le faire, c'est même faire preuve de réalisme politique », s'est-il justifié.

Selon Mathias Kakou, le responsable de Générations et peuples solidaires (Gps) n'a aucune chance de gagner les élections si d'aventure il est candidat à l'élection présidentielle de 2020. « Il n'a aucune base électorale. Il est certes un leader, mais le nord d'où il vient se réclame du Président Alassane Ouattara, donc du Rhdp », a-t-il insisté.

Abordant un autre sujet, Kakou Mathias a dit être oppo-

sé aux candidatures multiples au sein du Rhdp, en ce sens que cela pourrait empêcher les houphouëtistes de remporter au premier tour l'élection présidentielle d'octobre.

Il a indiqué que son parti, le Pps, est d'idéologie socialiste. Mais pour le bien de la Côte d'Ivoire et devant l'excellent travail effectué par le Rhdp pour relancer le pays sur la scène internationale, et la réalisation d'infrastructures d'envergure dans le pays, il a vite fait le choix de rallier la coalition des houphouëtistes. Le conférencier a saisi cette lucarne pour annoncer une tournée en vue de sensibiliser les populations à aller se faire établir leur carte nationale d'identité. Ce document, a-t-il poursuivi, leur sera indispensable pour obtenir leur carte d'électeur et accomplir leur devoir civique le jour du vote. ■

KANATÉ MAMADOU

Complot contre l'autorité de l'État

10 proches de Soro convoqués par le juge d'instruction

Ils seront entendus aujourd'hui sur les faits d'attentat et de complot contre l'autorité de l'État dont ils sont accusés. Une note parvenue à notre rédaction, hier, rapporte que le doyen des juges d'instruction, Coulibaly Ousmane Victor, a invité Me Esmel Calixte, l'avocat de 10 proches de Guillaume Soro, à se présenter à son cabinet sis au tribunal de première instance au Plateau pour suivre l'interrogatoire de ses clients. Il s'agit d'Alain Lobognon, Kamaraté Souleymane dit Soul To Soul, Mamadou Soro Kanigui, Félicien Sékong, Kando Soumahoro, Yao Soumaila, Koné Téfour, Camara Loukmane, Soro Simon et Ouattara Marc. Le procureur de la République, Adou Richard, le 21 janvier, au Palais de justice

au Plateau, avait soutenu que ces personnes (au nombre desquelles figurent 5 députés) ont été arrêtées en situation de flagrance. Pour lui, ces accusés, suite à l'arrivée avortée de leur leader en Côte d'Ivoire, le 23 décembre 2019, s'étaient retrouvés, le même jour, lors d'une conférence de presse, pour la mise en exécution du plan de déstabilisation de l'État ivoirien à travers « la diffusion de fausses nouvelles tendant à discréditer les institutions de la République ».

Concernant les parlementaires mis en cause, le parquet avait estimé qu'étant donné que ces derniers ont été arrêtés en situation de flagrance, il n'y avait pas lieu de demander la levée de leur immunité parlementaire. ■

K. MAMADOU

Sia 2020 / Transformation des produits agricoles

Le ministre de l'Agriculture du Sénégal félicite le gouvernement ivoirien pour les progrès réalisés

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a reçu, hier, son homologue du Sénégal, sur le stand de la Côte d'Ivoire, au Salon international de l'Agriculture (Sia) de Paris.

Les progrès réalisés par la Côte d'Ivoire dans l'agriculture, notamment au niveau de la transformation des produits agricoles, ont été salués par le ministre sénégalais de l'Agriculture et de l'équipement rural, le professeur Moussa Baldé. Après avoir échangé avec son homologue ivoirien et visité les stands de la Côte d'Ivoire, au Sia 2020.

Moussa Baldé s'est dit impressionné par la qualité et la diversité des produits transformés localement en Côte d'Ivoire et qui étaient exposés à Paris. « J'ai visité le stand de la Côte d'Ivoire, j'ai remarqué les efforts très importants qui ont été faits sur le plan de la transformation. Nous avons vu des liqueurs de cola, sans oublier le chocolat. », a-t-il déclaré au terme de la visite des stands ivoiriens.

Moussa Baldé a rappelé les liens séculaires très forts qui unissent les deux pays et indiqué que le Sénégal et la Côte d'Ivoire vont continuer à travailler pour la sécurité alimentaire et une agriculture très forte dans leurs territoires respectifs mais aussi pour la sous-région. « Nous devons insister sur la transformation pour capter plus de valeurs ajoutées sur les chaînes de valeur comme le riz où nous avons beaucoup d'intérêts communs. Nous allons travailler ensemble pour que, comme la Côte d'Ivoire où



<div>Le ministre Kobénan Kouassi Adjoumani a offert des produits agricoles ivoiriens à ses hôtes français </div>

le Sénégal, nous puissions atteindre les objectifs d'autosuffisance que nous nous sommes fixés (...) et faire de l'agriculture un bon levier pour l'intégration régionale », a-t-il déclaré.

Touché par cette marque de fraternité, le ministre Kobénan Kouassi Adjoumani a exprimé sa joie d'accueillir le membre du gouvernement de ce pays frère qu'est le Sénégal. Il s'est félicité des relations que les deux pays entretiennent dans l'optique de développer toute leur agriculture. « Nous sommes à ce salon international de Paris pour vendre nos produits agricoles au niveau de l'Europe. Cependant c'est avec honneur que nous accueillons la visite de notre collègue du Sénégal. Nos deux

pays sont des producteurs de matières agricoles. De ce fait nous sommes appelés à collaborer et se soutenir mutuellement », a soutenu Kobénan Kouassi Adjoumani. Il a promis rendre visite à son tour au ministre Moussa Baldé et découvrir davantage les produits sénégalais.

Audience avec la Région Auvergne Rhône-Alpes

Auparavant, le ministre Kobénan Kouassi Adjoumani a reçu en audience une délégation de la Région Auvergne Rhône-Alpes (France) conduite par le Conseiller régional Alain Berlioz-Curlet. Les hôtes du ministre de l'Agriculture et du développement rural sont



Le ministre Kobénan Kouassi Adjoumani a fait déguster la fève de cacao ivoirien à son homologue sénégalais, le Pr. Moussa Baldé.

venus lui présenter leur projet d'investir dans la transformation de produits agricoles en Côte d'Ivoire et solliciter son soutien pour sa bonne exécution.

Les opérateurs économiques français sont intéressés notamment par le manioc, la tomate et l'anacarde.

Le ministre Kobénan Kouassi Adjoumani s'est réjoui de cette démarche qui est en phase avec l'ambition gouvernementale d'accroître substantiellement le taux de

transformation de la production agricole nationale. Aussi leur a-t-il promis son soutien, mais aussi celui de tout le gouvernement qui œuvre chaque jour à créer les conditions d'amélioration de l'environnement des affaires. Ouvert par le Président de la République de France Emmanuel Macron autour du thème « L'Agriculture vous tend les bras », le Salon international de l'Agriculture (Sia 2020) se déroule du 22 février au 1er mars, au

Parc d'exposition de Paris Versailles. La Côte d'Ivoire y expose son agriculture dans toute sa diversité sur un stand de 364 m², dont 250 m² pour le ministère de l'Agriculture et le développement rural (Minader) et 114 m² pour le ministère des Ressources animales et halieutiques. Les coopératives agricoles y sont valorisées sur un espace dédié de 50 m² ■

DAVID YA, ENVOYÉ SPÉCIAL À PARIS, FRANCE.

• Le Firca vend la cola et le poivre ivoiriens

Le Fonds interprofessionnel pour la recherche agricole (Firca) a fait hier la promotion de deux spéculations agricoles émergentes en Côte d'Ivoire. Il s'agit du poivre et de la cola.

L'équipe du Firca, conduite par le Directeur exécutif adjoint (Dea), Oumar N'Diaye, a animé une session de présentation de ces produits à des opérateurs économiques algériens, soudanais, maliens, etc. « L'objectif est d'inciter ces acteurs intervenant dans la commercialisation de ces produits à s'intéresser à la production ivoirienne qui est importante en qualité et volume », a indiqué Oumar N'Diaye.

La Côte d'Ivoire est premier producteur mondial de noix

fraîche de cola. Elle exporte sa production dans plusieurs pays, à savoir le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Soudan où ces produits sont très appréciés. Le cola ivoirien est vendu également aux Etats Unis. « Nous vivons en ce moment les pays arabes, notamment l'Arabie Saoudite, l'Algérie, etc », a mentionné le Dea du Firca. Quant au poivre, sa production monte en puissance. Il est cultivé essentiellement à Azaguié, dans la région d'Agboville et, de plus en plus à Aboisso. La rentabilité de cette spéculation fait que la superficie cultivée évolue rapidement. « Nous avons organisé les producteurs. Nous sommes en train de les identifier pour assurer une traçabilité, connaître les surfaces



Les invités du Firca ont suivi la présentation qui leur a été faite avec beaucoup d'intérêt.

et les variétés qui sont plantées. Mais je peux déjà vous dire que le poivre est très rentable puisque de grands producteurs de cultures d'exportation que nous connaissons ont pratiquement abandonné ces cultures pour faire du poivre », a témoigné Oumar N'Diaye.

Le choix de promouvoir essentiellement ces deux cultures au Sia 2020 vise donc à anticiper en trouvant des marchés nouveaux pour les commercialiser. Outre la recherche de débouchés pour ces spéculations, le Firca leur apporte d'autres formes d'assistance, notamment le conseil et la mise à disposition de semence à haut rendement et précoce ■

D. Y

Exploitation météorologique

La Sodexam certifiée Iso 9001 version 2015

La société d'exploitation de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique glane des lauriers depuis la prise de fonction du directeur général Jean-Louis Moulot.

Accroître la rentabilité de la société d'exploitation de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (Sodexam) par l'amélioration de l'efficacité de ses agents ». L'on peut résumer ainsi l'engagement pris par Jean-Louis Moulot, le 17 janvier 2019, lors de la passation des charges entre son prédécesseur, Georges Philippe Ezaley et lui. Les réformes révolutionnaires engagées par la nouvelle direction générale a permis à la Sodexam de décrocher la certification Iso 9001 version 2015 des produits et services de la direction de la météorologie. En clair, le certificateur, après avoir vérifié le processus de collecte des données météorologiques, a approuvé la certification. Ce qui est un gage de qualité. Il faut noter que ce processus entamé depuis octobre 2017, n'a pu aboutir seulement que le 31 janvier 2020. Et ce, grâce à la nouvelle politique managériale mise en place par le directeur général, Jean-Louis Moulot. Cette nouvelle vision qui, de l'avis de l'ensemble du personnel, a donné un nouveau visage à la Sodexam, se décline en plusieurs articulations.

Le « Pacte »

Dès sa prise de fonction, Jean-Louis Moulot s'est engagé à offrir de meilleures conditions de vie et de travail à tous les employés de la Sodexam à travers le Plan d'aménagement des conditions de travail des employés (Pacte). Qui prend en compte des travaux de réhabilitation et de construction. En plus de l'adoption de mesures pour la revalorisation des indemnités ainsi que l'amélioration globale du climat social de la Sodexam. C'est dans ce cadre que le directeur général a fait le tour des différents services tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays, pour voir de près les difficultés du personnel afin d'apporter les réponses adéquates à leurs préoccupations. A cette occasion, Jean-Louis Moulot a pu se rendre compte des conditions « inhumaines » dans lesquelles travaillaient



La Sodexam a gagné ses lettres de noblesse grâce à la nouvelle équipe dirigeante. (PHOTOS : D.R)

les agents de la Sodexam. Bureaux vétustes, exigus et encombrés de mobiliers défaillants. A cela, il faut ajouter le manque de matériel de travail et même de toilettes. En réponse à ce constat dégradant, la direction générale s'est attaquée à l'amélioration de l'environnement de travail. En plus de l'équipement en véhicules et autres matériels de travail aux responsables de la Sodexam à l'intérieur du pays, la direction générale a fait peau neuve. Du hall du siège au bureau du Président du conseil d'administration en passant par les salles d'eau et les différents bureaux, la Sodexam respire du neuf. La cerise sur le gâteau, la construction d'une cantine d'entreprise. Dans la même veine, la réorganisation du personnel occupe une place de choix dans la politique de revalorisation de la Sodexam.

Optimisation des ressources humaines

Pour mieux utiliser le personnel de la Sodexam afin d'atteindre les résultats attendus, le directeur Jean-Louis Moulot a mis en place un système qui met le travailleur au cœur du dispositif. D'où l'accent particulier mis sur la formation du personnel et la culture du résultat. Pour y arriver, un audit organisationnel

et fonctionnel des ressources humaines a été réalisé. Un comité de relecture du cadre organique a été mis en place pour la revalorisation des salaires avec en prime, le paiement total des primes de risques aéronautiques. Pour une meilleure répartition de la charge de travail en prenant en compte la promotion des jeunes, la direction générale a fait réviser les manuels de procédure et les guides d'orientation. Le plan de gestion des carrières et des effectifs, la formation du personnel, sont autant d'actions menées pour la performance de la Sodexam. Toujours au niveau social, la société d'exploitation de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique s'est dotée pour la première fois de son histoire d'un comité de santé-sécurité au travail, présidé par le directeur général, Jean-Louis Moulot. En plus de la mise en place d'un fonds d'intervention sociale pour aider les employés en difficulté. L'autre innovation est la création du dispositif d'écoute et d'alerte pour prévenir et prendre en charge les travailleurs en situation de risque psycho-social. Toutes ces réformes donnent un nouveau visage à la Sodexam où tout le monde est au travail. Ce sont 13 réunions de direction qui

ont été tenues pour l'année 2019, avec un bilan jugé positif par le conseil d'administration. Avec l'apurement de plusieurs dettes contractées depuis des années, tant au plan national que dans des établissements de formation à travers le monde. La performance de la Sodexam va au-delà des frontières ivoiriennes.

Reconnaissance Internationale

Lors de la 40e session de l'Assemblée générale de l'organisation de l'aviation civile internationale tenue du 24 septembre au 5 octobre 2019 à Montréal au Canada, la Côte d'Ivoire a été élue membre du conseil de cette organisation. Pour un mandat de trois ans (2019-2022). Le 14 novembre 2019, la Sodexam a eu deux distinctions à l'occasion de la 6e édition du Grand prix des transports de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'un prix d'encouragement pour les performances réalisées en 2019 et un prix à Mme Séka Irène, conseillère technique du directeur général chargée du développement et des projets, pour sa contribution au développement de l'aviation ivoirienne. Dans la même année 2019, trois stations météorologiques de la Côte d'Ivoire ont été reconnues

par l'organisation mondiale de la météorologie, comme des stations centenaires. En plus de l'élection du docteur Konaté Daouda, directeur de la météorologie nationale, au poste de président Afrique de l'organisation mondiale de la météorologie. La nouvelle Sodexam fait la fierté de la Côte d'Ivoire et du personnel, les premiers bénéficiaires. « *Quand je vois la Sodexam aujourd'hui, j'éprouve une grande fierté. Après 40 ans de vie professionnelle, je vois en si peu de temps une Sodexam qui s'est métamorphosée. Nous sommes envieux des autres...C'est tout à l'honneur du directeur général qui est un grand visionnaire* », se réjouit Yapo Cécile Ossey, secrétaire de direction à la Sodexam.

MARC YEVOU

Annonce

Fraternité Matin recherche des correspondants dans les villes suivantes :

- Korhogo
- Abengourou
- Gagnoa
- Adzopé
- San Pedro
- Man
- Daloa
- Aboisso

Profil :

- Etre titulaire, au minimum, du baccalauréat
- Avoir une expérience dans le journalisme et maîtriser l'outil informatique seront des atouts
- Avoir de bonnes capacités rédactionnelles
- Posséder un bon carnet d'adresses sur le plan local

Les demandes sont à adresser au Directeur des Rédactions du Groupe Fraternité Matin : amedeass@fratmat.info

Dîner-gala Children of Africa mobilise des fonds

Une soirée pour rechercher 4 milliards de FCfa en vue de la reconstruction de la case des enfants et divers projets.

La 12e édition du dîner-gala de la fondation Children of Africa aura lieu le 3 avril (à partir de 19h30) au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Les fonds qui seront mobilisés serviront à la reconstruction et à l'extension de la case des enfants sise au Plateau. L'information a été donnée hier par Nadine Sangaré, directrice Côte d'Ivoire de la fondation. C'était au cours d'une conférence de presse au cabinet de la Première dame, Dominique Ouattara, à Cocody. Les organisateurs attendent des convives, la mobilisation de 4 milliards de FCfa dont 1,5 milliard sera consacré à d'autres projets. Le thème de cette soirée qui se veut féérique est : « Africa is the future ». Un thème, selon elle, en l'honneur de tous les enfants d'Afrique. « Ceux-là mêmes pour lesquels la fondation Children of Africa œuvre depuis plus de 20 ans pour leur assurer un avenir meilleur. Les actions de la fondation sont orientées autour des enfants mais aussi des mères



Un appel à la mobilisation des participants au dîner-gala a été lancé pour l'épanouissement des enfants. (PHOTO FONDATION)

soit par des actions sociales soit en subventionnant des associations œuvrant dans le domaine de la protection de l'enfant ». Le nombre de

pensionnaires passera de 60 à 80 enfants car les sollicitations foisonnent. Le nombre de ceux qui seront en mode externe va également s'accroître.

La prise en charge sera plus adaptée dans un cadre davantage agréable, a-t-elle ajouté. « La case des enfants a pris en charge

plus d'un millier d'enfants en détresse, en leur offrant tous les soins nécessaires avec un personnel qualifié soutenu par des religieuses. Ces enfants sont scolarisés et participent à des activités socio-culturelles et sportives. Ce centre est destiné aux orphelins, aux enfants maltraités et aux enfants de la rue », dira Nadine Sangaré. Avec la reconstruction de la case des enfants créée en 1998, premier centre d'accueil de la fondation, les pensionnaires seront recasés provisoirement sur d'autres sites à en croire Nadine Sangaré. Puisque selon l'architecte, Adou Benié, ce centre qui s'étend sur une superficie de 6807 m2 sera détruit. Les infrastructures à réaliser, dortoirs, maison des encadreuses, terrain de sport, ... se feront sur 1635 m2 pour une période de 14 mois. La reconstruction sera faite en tenant compte du modèle de réalisation des anciens bâtiments.

Quant à Fabrice Sawegnon, membre du comité d'organi-

signalons qu'il a annoncé qu'il est prévu à cette nuit de bienfaillance une tombola dont le premier prix est un véhicule, une vente aux enchères d'objets d'art, une pléiade d'artistes nationaux et internationaux. Une part belle sera faite aux jeunes artistes. Signalons que la fondation Children of Africa œuvre essentiellement dans trois secteurs. A savoir la santé, l'éducation et le social. Ainsi, plusieurs actions ont été réalisées. Notamment la construction de l'hôpital mère-enfant Dominique Ouattara de Bingerville, la vaccination de plus de 84 000 enfants contre la méningite et la fièvre typhoïde, l'initiation à la lecture et à l'informatique de plus de 255 000 enfants, la réalisation de trois centres d'accueil d'enfants en difficulté. Les fonds de la précédente édition du dîner-gala (en 2018) ont permis de bâtir un groupe scolaire à Abobo qui sera inauguré le 3 avril. ■

CHRISTIAN DALLET



Paris

Nice - Kunming - Los Angeles - Abidjan



REJOIGNEZ LES MASTERCLASS DE L'IPAG
EXECUTIVE AFRIQUE DE L'OUEST

**Maîtrisez
LES TECHNIQUES CLÉS
DE PERFORMANCE EN ENTREPRISE**

9-13 Mars 2020

Campus de Marcoray Zone 4
Immeuble Jaber II rue Paul Langevin

Programme

Lundi 9 mars de 9h à 12h

Mardi 10 mars de 9h à 12h

Mercredi 11 mars de 9h à 12h

Jeudi 12 mars de 9h à 12h

Vendredi 13 mars de 9h à 12h

Techniques Commerciales pour Ingénieurs

Stratégie commerciale pour ingénieurs

Gestion du Changement

Comprendre les dynamiques du changement pour mieux l'accompagner

Leadership et Management

Comprendre les styles de leadership pour plus d'impact

Communication Interculturelle

Mieux communiquer en environnement multiculturel

Efficacité Professionnelle

Comment définir ses priorités pour gagner en productivité ?

SESSIONS MENÉES PAR :



**Kelly Anne
LEFEBVRE**

Formatrice IPAG Business School

- Expertises : Management des Talents ; Communication Interculturelle ; Efficacité Professionnelle

Intervient en entreprises et écoles de commerce

150.000 F CFA par personne / par session

Williana KOUASSI : +225 09.86.45.75

Places limitées

Paiement possible par Orange money
+225 79.47.48.20

MTN money
+225 66.03.08.33

Moov money
+225 41.01.58.01

Inscription jusqu'au 3 Mars 2020

Dîner-gala

Children of Africa mobilise des fonds

Une soirée pour rechercher 4 milliards de FCfa en vue de la reconstruction de la case des enfants et divers projets.

La 12e édition du dîner-gala de la fondation Children of Africa aura lieu le 3 avril (à partir de 19h30) au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Les fonds qui seront mobilisés serviront à la reconstruction et à l'extension de la case des enfants sise au Plateau. L'information a été donnée hier par Nadine Sangaré, directrice Côte d'Ivoire de la fondation. C'était au cours d'une conférence de presse au cabinet de la Première dame, Dominique Ouattara, à Cocody. Les organisateurs attendent des convives, la mobilisation de 4 milliards de FCfa dont 1,5 milliard sera consacré à d'autres projets. Le thème de cette soirée qui se veut féérique est : « Africa is the future ». Un thème, selon elle, en l'honneur de tous les enfants d'Afrique. « Ceux-là mêmes pour lesquels la fondation Children of Africa œuvre depuis plus de 20 ans pour leur assurer un avenir meilleur. Les actions de la fondation sont orientées autour des enfants mais aussi des mères



Un appel à la mobilisation des participants au dîner-gala a été lancé pour l'épanouissement des enfants. (PHOTO FONDATION)

soit par des actions sociales soit en subventionnant des associations œuvrant dans le domaine de la protection de l'enfant ». Le nombre de

pensionnaires passera de 60 à 80 enfants car les sollicitations foisonnent. Le nombre de ceux qui seront en mode externe va également s'accroître.

La prise en charge sera plus adaptée dans un cadre davantage agréable, a-t-elle ajouté. « La case des enfants a pris en charge

plus d'un millier d'enfants en détresse, en leur offrant tous les soins nécessaires avec un personnel qualifié soutenu par des religieuses. Ces enfants sont scolarisés et participent à des activités socio-culturelles et sportives. Ce centre est destiné aux orphelins, aux enfants maltraités et aux enfants de la rue », dira Nadine Sangaré. Avec la reconstruction de la case des enfants créée en 1998, premier centre d'accueil de la fondation, les pensionnaires seront recasés provisoirement sur d'autres sites à en croire Nadine Sangaré. Puisque selon l'architecte, Adou Benié, ce centre qui s'étend sur une superficie de 6807 m2 sera détruit. Les infrastructures à réaliser, dortoirs, maison des encadreuses, terrain de sport, ... se feront sur 1635 m2 pour une période de 14 mois. La reconstruction sera faite en tenant compte du modèle de réalisation des anciens bâtiments.

Quant à Fabrice Sawegnon, membre du comité d'organi-

signalons qu'il est prévu à cette nuit de bienfaisance une tombola dont le premier prix est un véhicule, une vente aux enchères d'objets d'art, une pléiade d'artistes nationaux et internationaux. Une part belle sera faite aux jeunes artistes. Signalons que la fondation Children of Africa œuvre essentiellement dans trois secteurs. A savoir la santé, l'éducation et le social. Ainsi, plusieurs actions ont été réalisées. Notamment la construction de l'hôpital mère-enfant Dominique Ouattara de Bingerville, la vaccination de plus de 84 000 enfants contre la méningite et la fièvre typhoïde, l'initiation à la lecture et à l'informatique de plus de 255 000 enfants, la réalisation de trois centres d'accueil d'enfants en difficulté. Les fonds de la précédente édition du dîner-gala (en 2018) ont permis de bâtir un groupe scolaire à Abobo qui sera inauguré le 3 avril. ■

CHRISTIAN DALLET



Paris

Nice - Kunming - Los Angeles - Abidjan



REJOIGNEZ LES MASTERCLASS DE L'IPAG EXECUTIVE AFRIQUE DE L'OUEST

Maîtrisez LES TECHNIQUES CLÉS DE PERFORMANCE EN ENTREPRISE

9-13 Mars 2020

Programme

Lundi 9 mars de 9h à 12h

Mardi 10 mars de 9h à 12h

Mercredi 11 mars de 9h à 12h

Judi 12 mars de 9h à 12h

Vendredi 13 mars de 9h à 12h

Places limitées

Techniques Commerciales pour Ingénieurs

Stratégie commerciale pour ingénieurs

Gestion du Changement

Comprendre les dynamiques du changement pour mieux l'accompagner

Leadership et Management

Comprendre les styles de leadership pour plus d'impact

Communication Interculturelle

Mieux communiquer en environnement multiculturel

Efficacité Professionnelle

Comment définir ses priorités pour gagner en productivité ?

SESSIONS MENÉES PAR :



Kelly Anne LEFEBVRE

Formatrice IPAG Business School

- Expertises :
 - Management des Talents
 - Communication Interculturelle
 - Efficacité Professionnelle

Intervient en entreprises et écoles de commerce

150.000 F CFA par personne / par session

Williana KOUASSI : +225 09.86.45.75

Paiement possible par Orange money
+225 79.47.48.20

MTN money
+225 66.03.08.33

Moov money
+225 41.01.58.01

Inscription jusqu'au 3 Mars 2020

Finance climatique

Adama Coulibaly : « La problématique se pose avec acuité et constitue une priorité »

La 4^e session des sherpas de la coalition des ministres des Finances pour l'action climatique qui s'est ouverte hier, à Abidjan, a été l'occasion pour le ministre ivoirien de l'Économie et des Finances de sonner la mobilisation.

En ouvrant hier, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire à Cocody, la 4^e session des sherpas de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, Adama Coulibaly, ministre ivoirien de l'Économie et des Finances, a attiré l'attention de la communauté internationale sur la nécessité de financer le climat.

« La problématique de la finance climatique se pose avec acuité et constitue ainsi une priorité à travers le monde et en particulier dans les pays africains », a lancé du haut de la tribune le ministre ivoirien.

Face aux partenaires techniques et financiers (Ptf), au secteur public et privé, aux collectivités territoriales et à la société civile africaine, le représentant du gouvernement



Adama Coulibaly, ministre ivoirien de l'Économie et des Finances. (Photo: Sébastien Kouassi)

ivoirien a rappelé l'urgence pour financer les mesures de « mobiliser les ressources d'adaptation et d'atténuation

contenues dans les Contributions déterminées sur le plan national (Cdn) en vue de favoriser un développement mondial durable.

Selon le groupe de la Banque mondiale, qui, en 2018 tirait déjà la sonnette d'alarme, 100 millions de personnes supplémentaires devraient basculer dans la pauvreté à l'horizon 2030 du fait de la déstabilisation des systèmes de production avec des effets tangibles sur les rendements agricoles, en baisse, et sur les phénomènes climatiques extrêmes destructeurs de récoltes et de troupeaux, toujours plus fréquents. L'impact des phénomènes climatiques extrêmes se chiffre à environ 520 milliards de dollars (au moins 260 000 milliards de F Cfa) de pertes annuelles de consommation dans le monde et 26 millions de personnes de plus dans la pauvreté. Toujours selon la Banque, l'accroissement du phénomène de migrants climatiques pourrait toucher près de 143 millions de personnes dans les régions en développement d'ici 2050, notamment des individus, des familles, voire des communautés entières, contraintes de chercher des lieux plus viables et moins ex-

posés où s'installer. 2% à 6% de ménages supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030

Si l'on s'en tient aux estimations de pertes économiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), les risques d'ici 2040, s'estiment entre 2 et 4% du Pib pour les pays d'Afrique. Cela représenterait, selon le ministre Adama Coulibaly pour la Côte d'Ivoire, une perte sur le revenu national, de 380 à 770 milliards de F Cfa en valeur constante de 2017. Sur le plan social, il ressort également que le changement climatique pourrait faire basculer entre 2% à 6% de ménages supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030. « Nous sommes en face d'une urgence climatique », commente Dr Anthony Nyong, représentant du président de la Banque africaine de développement.

Face à l'urgence, la session d'Abidjan, qui ferme ses portes ce 26 février, vise à évaluer la mise en œuvre du plan d'action commun de la Coalition officiellement lancé le 9 décembre 2019, en marge de la Cop25, à Madrid. Le thème central porte sur

« le rôle des ministres des Finances dans l'implémentation des Contributions déterminées au niveau national (Cdn) ».

La Côte d'Ivoire organise cette importante rencontre en collaboration avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (Bad). L'action des ministres en charge des Finances devrait, dans le cadre de la finance climatique, permettre d'aligner la politique des finances publiques (planification, budgétisation, fiscalité et investissements) sur les objectifs de l'accord de Paris, de renforcer l'expertise, les capacités et les compétences des ministères des Finances pour une meilleure prise en compte des considérations climatiques dans les politiques économiques et financières des pays membres à travers le partage de connaissances, de bonnes pratiques, d'expériences entre pays membres et avec l'appui des institutions internationales partenaires.

Il s'agit également pour eux de mettre en place des mesures qui débouchent sur des initiatives de tarification efficace du carbone, de favoriser, à travers des instruments

ANOH KOUAO

Gouvernance des entreprises

Des administrateurs formés sur l'analyse des états financiers



Les participants à la session après la cérémonie d'ouverture. (Photo: Dr)

Une vingtaine de membres de conseils d'administration d'entreprises publiques et privées reçoivent, depuis hier, à l'hôtel Azalai, une formation sur l'analyse des états financiers en lien avec le Syscohada révisé. Cette session de formation de deux jours est organisée par l'Institut national des administrateurs de Côte d'Ivoire (Inad-CI) et le formateur est Drissa Koné, expert-comptable diplômé, président de l'Ordre des experts-comptables de Côte d'Ivoire (Oec-CI). Les participants sont constitués de présidents de conseils d'administration, d'adminis-

trateurs, de présidents de comités d'audit et de directeurs généraux. Selon le directeur exécutif adjoint de l'Inad-CI, Azouma Manamassé, qui a prononcé le discours d'ouverture, la session vise à optimiser les compétences des participants afin qu'ils disposent de meilleurs outils pour maîtriser les aspects financiers de leurs différentes entreprises. « C'est l'une des missions du conseil d'administration que d'arrêter les comptes. Or, pour le faire, il faut avoir une information financière de qualité et disponible à temps. À travers cette session de for-

mation, l'Inad-CI veut amener les administrateurs à mieux comprendre et analyser les informations financières qui sont mises à leur disposition. Bien sûr que ce n'est pas dans une démarche policière, mais simplement pour s'assurer que les choses sont faites dans les règles communautaires », a-t-il expliqué. Le Syscohada ou Système comptable de l'espace Ohada (Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires, Nldr) a été révisé en 2018. Cette révision vient préciser les règles d'évaluation et de comptabilisation des éléments et opérations tels que les frais accessoires d'acquisition d'immobilisations et de marchandises et les états financiers. Ce système n'est pas encore bien maîtrisé aussi bien par les spécialistes de la comptabilité que par les organes de contrôle. L'Inad-CI est très active dans la formation des administrateurs en vue d'une meilleure gouvernance des entreprises publiques et privées ivoiriennes. Le dernier programme qu'il est en train de conclure est le certificat des administrateurs de sociétés publiques de Côte d'Ivoire.

FAUSTIN ÉHOUMAN

Gestion du contrôle et la maîtrise du contentieux douanier

Les opérateurs économiques renforcent leurs capacités

L'École nationale des douanes abritera un atelier de formation organisé par l'Observatoire de la célérité des opérations de dédouanement (Ocod) sur « La Gestion du contrôle et la maîtrise du contentieux douanier » du 10 au 13 mars. L'objectif de la session de formation est de permettre aux opérateurs économiques et autres acteurs chargés des questions de dédouanement, de maîtriser les procédures de contrôle, d'anticiper et gérer les contentieux douaniers. Cette formation a également pour objectif de connaître les procédures et formalités douanières en vue de maîtriser les règles du contrôle et du contentieux douanier. Le dynamisme de l'économie nationale a impulsé plusieurs réformes dont le recours au contrôle après dédouanement. Aussi l'administration



Le général Alphonse Da Pierre, Directeur général des douanes.

et les entreprises se doivent-elles de posséder les fondamentaux de la procédure douanière et de gestion des contrôles et contentieux douanier.

Ainsi, la formation pratique qu'organise l'Ocod en collaboration avec la Direction

générale des douanes, devrait fournir aux participants, les éléments nécessaires pour leur permettre de mener à bien leurs activités et faire face à des contrôles sur des bases objectives.

D. YA

Retraitement des chaussées et recyclage des enrobés Les enjeux de nouvelles techniques pour relancer les routes

Près de 200 participants en provenance de plusieurs pays prennent part à cette rencontre de trois jours.

Retraitement des chaussées et recyclage des enrobés : enjeux et perspectives pour la Côte d'Ivoire », telle est le thème du tout premier séminaire international que la Côte d'Ivoire accueille depuis hier au siège du Patronat, au Plateau. Près de 200 participants en provenance de plusieurs pays, entre autres, du Mali, du Burkina Faso, de la France et de l'Italie prennent part à cette rencontre de trois jours. Amedé Koffi Kouakou, ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, par ailleurs parrain de l'évènement, a procédé au démarrage des travaux en présence de plusieurs spécialistes du secteur. « Je suis d'autant plus heureux que nous avons commencé à expérimenter en Côte d'Ivoire, pays qui abrite ce séminaire, les méthodes de retraitement des chaussées et de recyclage des enrobés », s'est félicité le ministre. Directeur général des infrastructures routières, par ailleurs premier délégué de la Côte d'Ivoire pour l'Association internationale per-



Amedé Koffi Kouakou, ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier (au centre) parraine l'évènement.

manente du congrès de la route (Aicpr), Kouakou Yao Germain s'est félicité de la tenue de ce rendez-vous en Côte d'Ivoire. Le retraitement des chaussées et recyclages enrobés sont des techniques visant à remettre à niveau des routes bitumées dégradées. La technique permet de faire des économies, de protéger l'environnement.

Ce procédé permet également de construire des routes à moindre coût. Selon des rapports disponibles sur la question, explique le ministre, il est aujourd'hui connu qu'avec la technique de fraisage-recyclage, la réutilisation des enrobés bitumineux permet en général de réduire le coût global d'un projet routier de 30 % à 40%. Et d'un point de vue

environnemental, le recyclage des enrobés, comme nous l'avons déjà indiqué, permet de limiter l'utilisation des ressources naturelles non renouvelables dans la construction des infrastructures, en plus de réduire la quantité de rebuts dans les lieux d'entreposage. Vu les avantages que cette technique présente, plusieurs pays en Europe, tout comme

les États-Unis, l'ont intégrée dans la gestion de leurs routes. « La Côte d'Ivoire a déjà saisi l'intérêt des méthodes de retraitement des chaussées en place et de recyclage des enrobés pour leurs avantages », soutient-il. C'est dans cette dynamique que le ministère, en 2012, a opté pour l'expérimentation des techniques de retraitement des chaussées et de recyclage des enrobés sur certaines voies urbaines à fort trafic, notamment le Boulevard lagunaire Est à Abidjan. Plusieurs axes routiers dans le pays bénéficient aujourd'hui de cette technique. Yamoussoukro-Attiéguakro, N'douci-Hermankono-Divo-Gagnoa, Bouaké-Ferkessedougou en sont également des exemples. « Les premiers résultats de cette expérience s'avèrent satisfaisants, mais nécessitent d'être confirmés par un suivi à moyen et long terme du tronçon de voies traitées », s'est réjoui Amedé Koffi Kouakou. Le séminaire d'Abidjan arrive à un moment où le réseau routier ivoirien est constitué

aujourd'hui de plus de 7000 km de routes bitumées, 75 600 km de routes en terre et environ 200 000 km de pistes agricoles. Après plus d'une décennie de crise, le déficit d'entretien du réseau ivoirien s'est accru avec la réduction des budgets d'entretien. L'entretien du réseau de routes revêtues de Côte d'Ivoire s'est donc limité à des travaux de points à temps, malgré le vieillissement du réseau dont le bitumage des premières routes date des années 50. C'est pour rattraper le déficit d'entretien que le Chef de l'État Alassane Ouattara a fait de la réhabilitation du réseau bitumé une priorité. Depuis 2011, une série de projets de remise en état des infrastructures dégradées, de construction de nouvelles routes bitumées et d'ouvrages d'art ont été réalisés. Concernant la remise en état des infrastructures dégradées, le gouvernement a programmé la réhabilitation d'au moins 4500 km de routes revêtues ■

ANOH KOUAO



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER
ENTRETIEN ROUTIER EN REGIE ET EN REGIE PARTIELLE



AVIS DE PRÉ-QUALIFICATION N°S34/2020 POUR EXECUTION DE TRAVAUX D'URGENCE

Source de financement : Fonds d'Entretien Routier (FER)

1. Dans le cadre de son budget programme, la Direction Générale des Infrastructures Routières (DGIR) BP V95 Abidjan, sise à l'Avenue terrassons de Fougères en face du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel à Abidjan/Plateau a reçu du Fonds d'Entretien Routier (FER), pour l'année 2020, des ressources sur la ligne budgétaire 6058 pour financer les activités d'entretien routier en Régie et en Régie partielle, telles que définies par le Décret N°2018-484 du 16 mai 2018 portant réaménagement de la gestion de l'entretien routier et à l'intention d'utiliser une partie de ces Fonds pour effectuer des paiements au titre de marchés de travaux d'urgence.

2. Le présent Avis de pré-qualification a pour objectif d'établir une liste restreinte d'entreprises, conformément à l'Article 7 de l'Arrêté Interministériel N°652/MEER/MEF/SEPMBPE du 20/12/2018 portant modalité de gestion financière des activités d'entretien routier à exécuter en Régie, en vue de l'organisation de Consultations Restreintes, au cours de l'année 2020, pour la passation de marchés de travaux d'urgence constitué en cinq (05) lots, tels que définis ci-dessous :

N° DE REFERENCES DES LOTS	NATURE DES TRAVAUX
T20/PN01	TRAVAUX D'URGENCE DE POINT-A-TEMPS (PAT) SUR ROUTES REVETUES
T20/PN02	TRAVAUX D'URGENCE DE TRAITEMENT DE POINTS CRITIQUES (TPC)
T20/PN03	TRAVAUX D'URGENCE DE REPROFILAGE AMELIORANT SUR ROUTES EN TERRE
T20/PN04	TRAVAUX D'URGENCE D'ENTRETIEN ET DE REHABILITATION DES OUVRAGES
T20/PN05	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE REHABILITATION DE LOCAUX DES STRUCTURES CHARGES DE L'ENTRETIEN ROUTIER EN REGIE ET EN REGIE PARTIELLE

3. Le Directeur Général des Infrastructures Routières invite les Entreprises intéressées par le présent avis à lui soumettre leur candidature, en langue française, en fournissant des informations pertinentes qui démontrent qu'elles sont qualifiées pour les travaux demandés, notamment les attestations de bonne exécution justifiant leurs expériences spécifiques dans les prestations concernées, les titres de propriété du matériel requis et la qualification et l'expérience du personnel clé. (Voir les DPAO pour les informations détaillées).

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de Monsieur KOUASSI David dans les locaux de la Direction Générale des Infrastructures Routières (DGIR) sise à l'Avenue terrassons de Fougères en face du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel à Abidjan/Plateau, BP V95 Abidjan ou par appel téléphonique au 20 33 27 29/ 20 32 16 24 tous les jours ouvrables de 8 heures 00 minute à 11 heures 30 minutes et de 14 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes Temps Universel.

5. Les critères d'éligibilité pour l'établissement des listes restreintes et la procédure de présélection seront conformes aux règles et procédures pour les travaux définies ci-dessus, notamment à l'ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019, portant code des marchés publics.

6. L'établissement des listes restreintes se fera par lot. Pour être retenu sur la liste restreinte pour un lot donné, le Candidat devra satisfaire aux conditions d'éligibilité requises pour ce lot.

7. Une entreprise peut être retenue sur plusieurs listes restreintes à condition de satisfaire aux conditions d'éligibilité requises pour les lots correspondants.

8. Le Dossier de présélection peut être consulté gratuitement ou être retiré contre paiement de la somme forfaitaire non remboursable de Cinquante mille (50 000) francs CFA tous les jours ouvrables de 8 heures 00 minute à 11 heures 30 minutes et de 14 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes Temps Universel, à l'adresse mentionnée ci-après : Service des Marchés et Contrats de la Direction Générale des Infrastructures Routières, sis au 3ème étage de l'immeuble DGIR, Téléphone: 20 33 27 29/20 32 16 24.

9. Les offres établies en un (01) exemplaire original et six (06) copies devront être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le 05/03/2020 à 10 heures 00 minute Temps Universel et porter la mention : "PRE-QUALIFICATION POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'URGENCE DANS LE CADRE DU PROGRAMME 2020 DES ACTIVITES EN REGIE ET EN REGIE PARTIELLE.

N.B : Les listes restreintes qui seront constituées, par nature de prestation, à l'issue de la présente pré-qualification, viendront en complément aux listes établies dans le cadre de la pré-qualification N°S38/2019 du Programme 2019. A ce titre, les Entreprises ayant reçu une notification d'inscription sur les listes restreintes dudit Programme ne sont pas concernées par le présent appel d'offres.

KOUAKOU YAO GERMAIN

Finance climatique

Adama Coulibaly : « La problématique se pose avec acuité et constitue une priorité »

La 4^e session des sherpas de la coalition des ministres des Finances pour l'action climatique qui s'est ouverte hier, à Abidjan, a été l'occasion pour le ministre ivoirien de l'Economie et des Finances de sonner la mobilisation.

En ouvrant hier, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire à Cocody, la 4^e session des sherpas de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, Adama Coulibaly, ministre ivoirien de l'Economie et des Finances, a attiré l'attention de la communauté internationale sur la nécessité de financer le climat.

« La problématique de la finance climatique se pose avec acuité et constitue ainsi une priorité à travers le monde et en particulier dans les pays africains », a lancé du haut de la tribune le ministre ivoirien.

Face aux partenaires techniques et financiers (Ptf), au secteur public et privé, aux collectivités territoriales et la société civile africaine, le représentant du gouvernement



Adama Coulibaly, ministre ivoirien de l'Economie et des Finances. (Photo: Sébastien Kouassi)

ivoirien a rappelé l'urgence de « mobiliser les ressources » pour financer les mesures d'adaptation et d'atténuation

contenues dans les Contributions déterminées sur le plan national (Cdn) en vue de favoriser un développement mondial durable.

Selon le groupe de la Banque mondiale, qui, en 2018 tirait déjà la sonnette d'alarme, 100 millions de personnes supplémentaires devraient basculer dans la pauvreté à l'horizon 2030 du fait de la déstabilisation des systèmes de production avec des effets tangibles sur les rendements agricoles, en baisse, et sur les phénomènes climatiques extrêmes destructeurs de récoltes et de troupeaux, toujours plus fréquents. L'impact des phénomènes climatiques extrêmes se chiffre à environ 520 milliards de dollars (au moins 260 000 milliards de F Cfa) de pertes annuelles de consommation dans le monde et 26 millions de personnes de plus dans la pauvreté. Toujours selon la Banque, l'accroissement du phénomène de migrants climatiques pourrait toucher près de 143 millions de personnes dans les régions en développement d'ici 2050, notamment des individus, des familles, voire des communautés entières, contraintes de chercher des lieux plus viables et moins ex-

posés où s'installer. 2% à 6% de ménages supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030.

Si l'on s'en tient aux estimations de pertes économiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), les risques d'ici 2040, s'estiment entre 2 et 4% du Pib pour les pays d'Afrique. Cela représenterait, selon le ministre Adama Coulibaly pour la Côte d'Ivoire, une perte sur le revenu national, de 380 à 770 milliards de F Cfa en valeur constante de 2017. Sur le plan social, il ressort également que le changement climatique pourrait faire basculer entre 2% à 6% de ménages supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030. « Nous sommes en face d'une urgence climatique », commente Dr Anthony Nyong, représentant du président de la Banque africaine de développement.

Face à l'urgence, la session d'Abidjan, qui ferme ses portes ce 26 février, vise à évaluer la mise en œuvre du plan d'action commun de la Coalition officiellement lancé le 9 décembre 2019, en marge de la Cop25, à Madrid. Le thème central porte sur

« le rôle des ministres des Finances dans l'implémentation des Contributions déterminées au niveau national (Cdn) ».

La Côte d'Ivoire organise cette importante rencontre en collaboration avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (Bad). L'action des ministres en charge des Finances devrait, dans le cadre de la finance climatique, permettre d'aligner la politique des finances publiques (planification, budgétisation, fiscalité et investissements) sur les objectifs de l'accord de Paris, de renforcer l'expertise, les capacités et les compétences des ministères des Finances pour une meilleure prise en compte des considérations climatiques dans les politiques économiques et financières des pays membres à travers le partage de connaissances, de bonnes pratiques, d'expériences entre pays membres et avec l'appui des institutions internationales partenaires.

Il s'agit également pour eux de mettre en place des mesures qui débouchent sur des initiatives de tarification efficace du carbone, de favoriser, à travers des instruments

ANOH KOUAO

Gouvernance des entreprises

Des administrateurs formés sur l'analyse des états financiers



Les participants à la session après la cérémonie d'ouverture. (Photo: Dr)

Une vingtaine de membres de conseils d'administration d'entreprises publiques et privées reçoivent, depuis hier, à l'hôtel Azalai, une formation sur l'analyse des états financiers en lien avec le Syscohad révisé. Cette session de formation de deux jours est organisée par l'Institut national des administrateurs de Côte d'Ivoire (Inad-CI) et le formateur est Drissa Koné, expert-comptable diplômé, président de l'Ordre des experts-comptables de Côte d'Ivoire (Oec-CI). Les participants sont constitués de présidents de conseils d'administration, d'adminis-

trateurs, de présidents de comités d'audit et de directeurs généraux.

Selon le directeur exécutif adjoint de l'Inad-CI, Azouma Manamassé, qui a prononcé le discours d'ouverture, la session vise à optimiser les compétences des participants afin qu'ils disposent de meilleurs outils pour maîtriser les aspects financiers de leurs différentes entreprises. « C'est l'une des missions du conseil d'administration que d'arrêter les comptes. Or, pour le faire, il faut avoir une information financière de qualité et disponible à temps. A travers cette session de for-

mation, l'Inad-CI veut amener les administrateurs à mieux comprendre et analyser les informations financières qui sont mises à leur disposition. Bien sûr que ce n'est pas dans une démarche policière, mais simplement pour s'assurer que les choses sont faites dans les règles communautaires », a-t-il expliqué. Le Syscohad ou Système comptable de l'espace Ohada (Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires, Nldr) a été révisé en 2018. Cette révision vient préciser les règles d'évaluation et de comptabilisation des éléments et opérations tels que les frais accessoires d'acquisition d'immobilisations et de marchandises et les états financiers. Ce système n'est pas encore bien maîtrisé aussi bien par les spécialistes de la comptabilité que par les organes de contrôle. L'Inad-CI est très active dans la formation des administrateurs en vue d'une meilleure gouvernance des entreprises publiques et privées ivoiriennes. Le dernier programme qu'il est en train de conclure est le certificat des administrateurs de sociétés publiques de Côte d'Ivoire.

FAUSTIN ÉHOUMAN

Gestion du contrôle et la maîtrise du contentieux douanier

Les opérateurs économiques renforcent leurs capacités

L'École nationale des douanes abritera un atelier de formation organisé par l'Observatoire de la célérité des opérations de dédouanement (Ocod) sur « La Gestion du contrôle et la maîtrise du contentieux douanier » du 10 au 13 mars. L'objectif de la session de formation est de permettre aux opérateurs économiques et autres acteurs chargés des questions de dédouanement, de maîtriser les procédures de contrôle, d'anticiper et gérer les contentieux douaniers. Cette formation a également pour objectif de connaître les procédures et formalités douanières en vue de maîtriser les règles du contrôle et du contentieux douanier. Le dynamisme de l'économie nationale a impulsé plusieurs réformes dont le recours au contrôle après dédouanement. Aussi l'administration



Le général Alphonse Da Pierre, Directeur général des douanes.

et les entreprises se doivent-elles de posséder les fondamentaux de la procédure douanière et de gestion des contrôles et contentieux douanier.

Ainsi, la formation pratique qu'organise l'Ocod en collaboration avec la Direction

générale des douanes, devrait fournir aux participants, les éléments nécessaires pour leur permettre de mener à bien leurs activités et faire face à des contrôles sur des bases objectives.

D. YA

Ressources halieutiques

Moussa Dosso salue l'opérationnalisation du débarcadère de Sassandra

Dans la région de Gbôklé, la pêche constitue un pilier important du développement. Avec ses 2000 pêcheurs, 1227 mareyeuses et fumeuses, 400 pirogues motorisées et une production annuelle d'environ 5000

tonnes, nul doute que cette activité contribue largement à la sécurité alimentaire régionale et nationale. En vue d'accélérer le développement socio-économique de la région et le bien-être de la population à travers une meilleure exploitation des ressources

halieutiques, le gouvernement ivoirien, avec le soutien financier du Japon, vient de construire un débarcadère dans la ville de Sassandra. L'inauguration de cette infrastructure a eu lieu le 14 février, en présence du Premier ministre Amadou Gon

Coulibaly qui effectuait une visite de travail de trois jours dans cette localité. Cette infrastructure, selon le ministre des Ressources animales et halieutiques, Moussa Dosso, constitue une preuve de relance de l'économie locale, en matière de pêche.



Les marayeuses de Sassandra heureuses d'avoir enfin un débarcadère. (PHOTOS: DR)

Construit sur une superficie d'un hectare pour 300 vendeuses, le débarcadère de Sassandra s'inscrit dans le cadre de la politique de développement du secteur halieutique, initiée par le ministre Moussa Dosso. Notamment la mise en œuvre des réformes en cours qui visent, entre autres, à exploiter davantage les ressources halieutiques avec plus de valeur ajoutée. En d'autres termes, « cet ouvrage ambitieux de garantir une meilleure exploitation des ressources halieutiques, en apportant plus de valeur ajoutée aux produits de la pêche artisanale, plus de sécurité dans la chaîne de production et d'acheminement », dit en substance le ministre Moussa Dosso. La baisse notamment du taux de perte post-capture, la création des milliers d'emplois directs et indirects, sont les impacts attendus de l'opérationnalisation du débarcadère, un projet réalisé grâce au leadership du Président Alassane Ouattara et à la perspicacité du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Pour rappel, c'est le 8 décembre 2017 que la première pierre a été posée par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Coût du projet : plus de 7 milliards de F Cfa.

ment », dit en substance le ministre Moussa Dosso. La baisse notamment du taux de perte post-capture, la création des milliers d'emplois directs et indirects, sont les impacts attendus de l'opérationnalisation du débarcadère, un projet réalisé grâce au leadership du Président Alassane Ouattara et à la perspicacité du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Pour rappel, c'est le 8 décembre 2017 que la première pierre a été posée par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Coût du projet : plus de 7 milliards de F Cfa.

Source : SERCOM MIRAH

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

MINISTRE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
Société d'Etat

Direction Nationale

Le Coordonnateur Technique

N°003/INS/DN/CT/CTAAAF/URHAJ

MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

AGENCE EMPLOI Jeunes

RECENSEMENT DE LA POPULATION 2020

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RP2020) le Bureau Technique Permanent du Recensement (BTPR) et l'Agence Emploi Jeunes (AEJ), recrutent trente cinq mille neuf cents (35 900) agents recenseurs

I. PROFIL DU CANDIDAT

- être ivoirien
- être âgé de 18 ans au minimum et de 45 ans au maximum, au moment du dépôt du dossier de candidature
- avoir un niveau d'étude minimum de la classe de 1ère dans l'enseignement général ou technique
- savoir utiliser une tablette informatique ou smartphone ;
- avoir une expérience professionnelle en collecte de données ;
- avoir une connaissance en logiciel bureautique
- être en bonne santé physique, mentale et intellectuelle ;
- être libre de tout engagement sur toute la période de Mars à Mai 2020
- être capable de travailler en équipe et sous pression
- être résident dans la localité (Région, département) d'où on postule
- avoir une expérience en collecte de données d'enquêtes auprès des ménages et des recensements est un atout ;
- avoir le respect du secret professionnel
- avoir une expérience en collecte de données sur support numérique est un atout ;
- savoir aller à moto est un atout
- savoir parler la langue locale est un atout.

II. CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT

- La durée du contrat est un (01) mois.
- Les intéressés percevront des perdiems d'un montant de
 - six mille (6 000) francs pour le chef d'équipe
 - cinq mille (5 000) FCFA pour l'agent recenseur

III. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra comprendre :

- les intéressés seront recrutés, formés et affectés dans la région où ils auront fait acte de candidature.
- une lettre de motivation adressée au Directeur Général de l'INS ;
- un curriculum Vitae (CV) ;
- une photocopie de diplôme légalisée ou de tout autre document attestant du niveau 1ère dans l'enseignement général ou technique ;
- une photocopie du titre d'identité légal (Carte Nationale d'Identifié, attestation d'identité, passeport).

IV. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Le dossier de candidature devra être scanné et téléchargé sur le site de recrutement en ligne du RP2020 et de l'Agence Emploi Jeunes, aux adresses électroniques suivantes: <https://recrutement.rp2020.ci> et www.emploijeunes.ci. Les dossiers de candidature doivent être postés sur les différents sites internet ou dans les Agences Régionales et Guichets Emploi de l'Agence Emploi Jeunes du 20 février au 05 mars 2020 à minuit délai de rigueur. L'heure de l'enregistrement faisant foi.

Le pli portera au verso impérativement, les noms, prénoms et contacts du candidat.

Pour les régions sans couverture internet, les postulants doivent faire enregistrer leur dossier de candidature auprès d'un agent désigné à cet effet dans les chefs lieu de sous-préfecture du 20 février au 05 mars 2020, de 7h30 à 16H30, délai de rigueur.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés

NB: AUCUN FRAIS DE DOSSIERS N'EST EXIGÉ

Contacts
BTPR: 22 54 95 15/16
AEJ: 20 21 50 84 -20 21 25 90 / Numéro court: 98097

Bureau Technique Permanent du Recensement ; Siège : Abidjan-Cocody, 2 Plateaux, Vallons ; Tél : 22 52 95 15 /16 ; www.rgph.ci , Facebook RP2020, Twitter : Recensement2020

Réduction du gap en logement Lancement d'un programme de 1179 villas à Bingerville



Une vue de la maquette de Nima Land.

Un opérateur immobilier répond à l'appel du gouvernement d'œuvrer à la réduction du gap en logement en lançant un programme immobilier de 1179 logements à Bingerville. Dénommé Nima Land, le projet a été lancé le 20 février 2020 à la résidence Lymania situé à Abidjan-Riviera 4, commune de Cocody. « Nous nous sommes dit qu'en poussant un peu plus loin avec plus de maisons et en les rendant beaucoup plus accessibles, on va contribuer un peu à réduire le gap et participer ainsi au programme du gouverne-

ment, à savoir, loger le plus grand nombre de personnes à des prix adéquats », a expliqué Daniel Kouassi, Dg de Perta immobilier, initiateur du projet. Toujours selon lui, les besoins en matière de logement sont encore énormes, malgré les efforts déployés par le gouvernement et le secteur privé. Le programme Nima Land ou terre de Grâce se trouve à Eloka, dans la commune de Bingerville. Il porte sur 1179 villas. Le promoteur immobilier revendique plusieurs projets à son actif en 17 ans d'existence.

DAVID YA

Rhdp

Souleymane Diarrassouba sensibilise les coordinations des enseignants de Yamoussoukro

La majorité présidentielle, qui a fait l'option de la proximité, continue de mobiliser ses troupes sur le terrain.



Le ministre Diarrassouba Souleymane en compagnie des enseignants membres de l'Union. (PHOTOS:DR)

Le ministre Souleymane Diarrassouba, coordonnateur régional du Rhdp dans le district autonome de Yamoussoukro, a procédé à l'investiture officielle, le 22 février à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, des trois coordinations de l'Union des enseignants Rhdp. Il s'agit de la coordination Ue-Rhdp d'Attigouakro, de Yamoussoukro, ainsi que de la coordination régionale de l'Union des enseignants Rhdp du district autonome de Yamoussoukro.

Cette cérémonie qui a eu lieu en présence de Kouyaté Abdoulaye, président national de l'Ue-Rhdp et chef de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, était doublée de la rentrée politique de la coordination régionale.

En sa qualité de parrain de cette double cérémonie, Souleymane Diarrassouba a notifié aux enseignants qu'à l'instar des femmes et des jeunes, ils représentent un maillon essentiel du dispositif politique du Rhdp. C'est pourquoi, il les a engagés à plus de responsabilité. Notamment à travers leur participation dans les débats publics, en informant les militants, les élèves et les populations.

Le ministre Diarrassouba a également indiqué aux membres des coordinations Ue-Rhdp, qu'ils seront sollicités pour la formation des militants, en vue de leur permettre de bien maîtriser les textes du parti et avoir des connaissances sur la citoyenneté.

Mais au-delà de tout, le défi majeur pour le coordonnateur

régional du district autonome de Yamoussoukro reste la problématique de l'identification et de la mobilisation des nouveaux majeurs. Un rôle qui, selon lui, est dévolu aux enseignants qui demeurent, selon lui, des personnes ressources dans les bureaux de vote le 31 octobre 2020. Ce, d'autant qu'ils constituent 80% des membres des cellules électorales.

« Vous êtes au début, au milieu et à la fin du processus. Vous êtes le maillon fort et toute la coordination attend beaucoup de vous », a-t-il insisté. Souleymane Diarrassouba a invité les enseignants à recruter locale-

ment, la majorité des enseignants du district autonome de Yamoussoukro, depuis le préscolaire jusqu'aux lycées et collèges, et même les stagiaires des Cafop. « En plus de l'organisation administrative, nous voulons que l'Ue-Rhdp soit une structure agissante qui, par ses actions, permet d'élargir la base du Rhdp sur tout le territoire du district autonome de Yamoussoukro », a-t-il recommandé. Pour sa part, le président Kouyaté Abdoulaye a précisé aux enseignants qu'ils ont deux missions essentielles. La première, qui est politique, va consister à recenser toutes les écoles de leur ressort,

connaître leur nombre exact à l'effet de les courtiser et les recruter pour les impliquer dans le processus électoral.

La seconde consiste en la protection de l'école. Il s'agit d'assurer la surveillance des écoles, car selon lui, aucun enseignement ne peut être dispensé dans un environnement d'insécurité.

Au nom des enseignants, Koffi Kouamé Ulrich, 3e vice-président de la coordination régionale Ue-Rhdp, s'est engagé à exécuter toutes les instructions pour une victoire éclatante du Rhdp dans le district autonome de Yamoussoukro. ■

N'DRI CÉLESTIN

Des ex-soroistes s'engagent pour la victoire du parti



Coulibaly Naban (au micro), président du Réseau des volontaires du Rhdp. (Ph : Dr)

Le centre culturel d'Abo-bo a abrité une cérémonie de présentation du Réseau des volontaires du Rhdp (Rvr). Il s'agit d'un regroupement d'associations et Ong de la société civile, initialement proches de Guillaume Soro, ex-président de l'Assemblée nationale.

Selon Coulibaly Naban, le président, cette plateforme a décidé de déposer ses valises chez les houphouëtistes, à cause « du travail remarquable » qu'abat le Président de la République, Alassane Ouattara, dans le cadre du développement de la Côte d'Ivoire. En outre, au nom de ses camarades membres du mouvement, il a condamné « les agissements de son ancien mentor » qu'il trouve « dépassés par

les événements ».

En plus d'avoir affirmé leur adhésion aux idéaux du Rhdp, le chef du Rvr a affirmé qu'il entend mettre tout en œuvre « pour la victoire du Rhdp à toutes les élections, singulièrement à la présidentielle de cette année ». La stratégie pour y arriver, c'est de « ratisser large, en fédérant toutes les énergies des membres des fédérations, Ong et associations des jeunes et des femmes de la société civile, notamment, ceux qui œuvrent pour le développement du pays », a souligné le porte-parole, Méité Abdouramane, par ailleurs vice-président. « Le Rhdp est le parti par excellence qui rassemble toutes les couches socio-professionnelles », a-t-il indiqué, en exhortant toutes les associations à rejoindre le groupe.

Au cours de la cérémonie, le Rvr a également procédé au lancement d'un projet intitulé « Ado 2020 ». Ce projet a été matérialisé par la remise de bons de formation et de perfectionnement à trente associations membres de ce mouvement. Dans le même sens, une autre initiative, dite « Hambak-Agro » a été aussi présentée aux associations qui ont effectué le déplacement. Il permettra aux jeunes d'être formés en agro-industrie.

Le secrétaire exécutif a, pour sa part, présenté le Rvr comme un mouvement national qui compte des démembres dans les communes d'Abidjan et dans toutes les régions du pays. Il est doté, entre autres, d'un secrétariat exécutif, d'un haut Conseil et d'un Conseil consultatif. Il a indiqué que ce mouvement a vu le jour en octobre 2019. ■

ABOUBAKAR BAMBA

MARCEL APPENA

La Coordination départementale de Kouto investie

A l'instar des délégations communales et sous-préfecturales de Kasséré et Boundiali, le coordonnateur principal du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) dans la Bagoué, le ministre Bruno Nabagné Koné, a officiellement investi le 22 février, la délégation départementale de Kouto au siège local du parti. Plusieurs centaines de militants ont assisté à cette cérémonie qui a été l'occasion pour Bruno Koné de communier avec la base, mais aussi de mettre en mission les responsables des structures locales du Rhdp nouvellement installés. « Maintenant, vous êtes officiellement mis en mission par la présidence du parti. Il vous appartient de mériter la confiance placée en vous par le Président



Bruno Koné a invité les nouveaux délégués à mériter la confiance placée en eux.

de la République Alassane Ouattara et le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, en faisant en sorte que la victoire du Rhdp, ici, soit des plus écrasantes en octobre 2020», a-t-il déclaré. Bruno

Koné a également invité les délégués départementaux à être fiers du bilan du parti au pouvoir et de le répéter partout pour convaincre les plus sceptiques. « En plus de 40 ans d'indépendance, il n'y

avait pas un seul kilomètre de bitume ici à Kouto. Mais en seulement dix ans, le RHDP a fait passer le bitume d'ici jusqu'à Tingrela. C'est ce bilan qui fait peur à l'opposition », a-t-il souligné.

Pour sa part, le délégué départemental, Djakaridja Bamba, député suppléant de Kouto, a témoigné de la vitalité et de l'engagement des membres de sa délégation, qui ont déjà réussi à « recenser plus 2400 nouveaux majeurs » et « augmenter le nombre de délégations de base, passées de 24 à 56 dans la Bagoué ». En outre, Djakaridja Bamba a promis d'en faire davantage avant les élections présidentielles de 2020 qu'il voit le Rhdp remporter, avec un score dépassant les 90% des suffrages exprimés. ■

François Amichia, ministre de la Ville

“ La question de la ville est devenue aujourd’hui primordiale ”

La motivation à la base de la création du ministère de la Ville, les rencontres d’Abidjan sur les villes durables avant le Sommet Afrique-France de Bordeaux, les commodités de la ville durable, etc. sont autant de préoccupations que soulève ici le ministre en charge de la Ville.

Depuis le 18 juillet 2018, vous avez été nommé à la tête du ministère de la Ville. Qu’est-ce qui a motivé la création de ce département ?

Seul le Président de la République peut donner les raisons exactes qui ont motivé la création d’un ministère dédié spécifiquement à la ville. Mais, le constat, c’est que 51% de la population ivoirienne vit en milieu urbain. On a donc une population qui devient de plus en plus citadine. Deuxième constat, nos villes ont connu une croissance exponentielle, mais n’ont pas eu une urbanisation maîtrisée et la planification n’a pas suivi non plus. Du coup, des villes s’étendent à perte de vue, avec comme conséquence, la prolifération de nombreux quartiers précaires et bidonvilles, pour la simple raison que les services sociaux de base n’ont pas suivi. On se rend compte qu’une ville comme Abidjan, forte de trois millions d’habitants au début des années 2000, culmine aujourd’hui à plus de six millions d’âmes. C’est ce désordre, en plus du manque de planification et en l’absence d’une réelle politique d’harmonisation, qui a poussé le Chef de l’État à demander au Premier ministre de créer un ministère de la Ville. Nous sommes honorés de pouvoir occuper ce poste. Mais en même temps, nous mesurons l’ampleur de la tâche.

Cela suppose que votre mission consiste à concevoir la politique de la ville. A juste titre, mercredi dernier en Conseil des ministres, le gouvernement a adopté une politique nationale. Quels sont les grands axes de cette politique ?

Il s’agit là d’une question importante. Lorsque nous avons été nommés, il nous fallait définir une politique nationale de la ville. Nous avons donc organisé un séminaire, au mois de juin 2019. Cette rencontre a regroupé les différents départements ministériels qui ont en charge, une partie des attributions du développement urbain, en plus des experts et des techniciens de pays amis et frères, où l’expérience a déjà été concluante. Au bout de trois jours de réflexion, nous avons fioclé un projet qui a été partagé aux autres membres du gouvernement qui ont apporté leurs observations, arbitré quelquefois par le Premier ministre.

Le document final est passé en conseil de gouvernement, avant d’être adopté en Conseil des ministres.

Ce qui nous donne aujourd’hui une feuille de route qui va nous permettre de travailler en collaboration avec les autres départements ministériels, étant entendu que le département de la ville est avant tout, transversal. A ce titre, le premier principe que nous avons adopté, c’est que la question de la ville soit traitée en interministérielle. Deuxième chose, pour montrer la volonté du gouvernement de réussir cette politique, il a été décidé de la création d’un Conseil présidentiel de la ville. Et puis troisièmement, il faut que des moyens conséquents soient dégagés par l’État, et qu’en sus, il permette au ministère de la Ville de trouver des moyens additionnels auprès du secteur privé, étant donné que la ville fait intervenir tous les acteurs, aussi bien le public, les populations, les collectivités territoriales que le secteur privé.

Ce sont-là, les recommandations fortes de cette politique nationale. Restent les différents axes stratégiques qui doivent être déclinés, pour permettre à chaque acteur de savoir le rôle qu’il devra jouer dans le processus de mise en œuvre de la politique nationale de la ville.

L’actualité de votre ministère est dominée par l’organisation, les 27 et 28 février, des Rencontres d’Abidjan sur les villes durables. Ses assises se tiennent en prélude au 28e Sommet Afrique-France, à Bordeaux. Pourquoi ce pré-sommet ?

Depuis quelques années, aussi bien au niveau du Système des Nations unies, des regroupements régionaux que des États, la question de la ville est devenue aujourd’hui primordiale. Je disais tantôt qu’en Côte d’Ivoire, ce sont plus de 51% de la population qui vivent en ville. Mais dans bien d’autres pays, cette proportion peut atteindre 60%. Ce problème est donc crucial. La ville est une entité traversée par les problèmes d’éducation, de santé, de trafic routier, de résilience, de changement climatique, énergétique. Par conséquent, il faut avant tout anticiper. Le Président Emmanuel Macron, au cours de sa visite à Ouagadougou, en 2017, avait indiqué que le prochain



PHOTO DHR

Sommet Afrique-France qui se déroulera à Bordeaux en France, sera dédié à la ville et aux territoires durables.

De ce fait, après la création du ministère de la Ville, nous avons pris contact avec les autorités françaises, particulièrement avec l’ambassadrice Stéphanie Rivoal, qui est la Secrétaire générale de l’Organisation du Sommet Afrique-France 2020, pour voir exactement les modalités de participation à ce séminaire. Au cours des discussions, pour aller à ce rendez-vous du donner et du recevoir, la Côte d’Ivoire a cru qu’il serait peut-être bon de faire inscrire dans le calendrier officiel préparatoire, cette rencontre.

Le Sommet Afrique-France est par excellence une rencontre des Chefs d’État. Mais, parallèlement, il y aura des réunions qui regrouperont des ministres, des maires, les acteurs du secteur privé qui interviennent dans la ville, des Ong, etc. Faut-il se rendre à Bordeaux en rang dispersé, avec des voix discordantes ? Non ! Car, nous avons estimé que la meilleure méthode, c’est de parler d’une seule et même voix. Nous avons alors rencontré des experts des pays frères qui ont accepté de venir ici à Abidjan, de telle sorte que ministres, experts, maires, secteur privé, techniciens, partenaires techniques et financiers, nous puissions dégager des solutions innovantes, afin de les

transmettre aux Chefs d’État qui pourront défendre ces positions au Sommet. C’est une plateforme du donner et du recevoir. Et donc, chacun des pays doit venir avec ses propositions pour ne pas que des points de vue soient imposés. Dans la mesure où chaque ville est spécifique. Et que chaque continent a ses propres réalités qu’il faut pouvoir adapter.

Tous les pays africains sont-ils attendus à Abidjan ? Nous avons voulu circonscrire cette rencontre aux pays de l’Afrique francophone. Mais avec la présence de certains pays lusophones, à l’instar de la Guinée-Bissau, qui ont accepté d’être présents.

Vous avez dit tantôt qu’il faut aller au Sommet de Bordeaux, en parlant d’une seule voix. Quelles sont les positions que les pays africains vont défendre ? C’est l’objet des deux jours de réflexion que nous aurons ici, à Abidjan, les 27 et 28 février. Ce sera en présence des experts et des ministres. La Côte d’Ivoire pourra faire des propositions au niveau des élus locaux, puisque l’Uvicocci et l’Adci sont conviés. Les acteurs du secteur privé qui interviennent dans le domaine du bâtiment (architectes, urbanistes...) pourront apporter également leurs contributions. C’est l’ensemble de toutes ces préoccupations qui vont déboucher sur ce que

nous appellerons la déclaration d’Abidjan. Cette déclaration sera remise au Président Alassane Ouattara qui, à son tour, discutera avec les Chefs d’État de l’espace Uemoa, en sa qualité de Président en exercice de cette institution. C’est le document final qui sera porté à Bordeaux, dans le mois de juin.

Vous parlez de plus en plus de ville durable. Que faut-il entendre par là ?

Pour définir cette réalité, chacun y va de sa conception. En ce qui nous concerne, en tant que ministère de la Ville, il faut entendre par ville durable, la ville intelligente, productive, inclusive ; c’est la ville verte, résiliente. C’est l’ensemble de toutes ces réalités qui permettent de dire qu’on vit dans une ville durable. La ville inclusive, c’est de faire en sorte que chaque citoyen, chaque citoyen se sente à l’aise dans la ville. C’est-à-dire qu’il a, à sa disposition, tous les services sociaux de base : école, santé, espaces culturels et sportifs. Dans la ville verte, il faut pouvoir respirer, bénéficier d’oxygène, il faut que nos gestionnaires des cités sachent qu’ils doivent des espaces pour des parcs, des jardins. Ville intelligente suppose qu’il y ait de la connectivité dans tous nos espaces urbains.

Et que chaque citoyen puisse bénéficier de la connectivité, de l’intelligence artificielle. Ville résiliente, à Abidjan, on a connu des cas d’inondation.

Alors que faut-il faire pour prévenir ces fléaux ? C’est lorsque toutes ces conditions sont réunies qu’on peut parler de ville durable.

Abidjan, tout comme beaucoup de villes africaines est bâti avec des bidonvilles. Dans ces cas spécifiques, que faut-il faire pour réussir la mise en œuvre de la politique nationale de la ville ?

Les villes sont construites sur la base d’interdits. Notre principe au niveau du ministère de la Ville, c’est l’interministérielle qui fait intervenir les départements de la construction, de l’urbanisme, de la salubrité, de l’assainissement... Il faut intervenir également les consommateurs et les maires. Pour la campagne de sensibilisation, nous ferons intervenir les maires, les associations de consommateurs, les Ong du secteur... De sorte à rattraper ce qui peut être rattrapé. Mais, il est évident qu’on ne peut pas faire du neuf sur de l’ancien. Il va donc falloir détruire les bâtiments de ceux qui ont construit sans avoir respecté les règles d’urbanisme. Depuis l’indépendance en effet, la Côte d’Ivoire s’est dotée d’un certain nombre de textes réglementaires, en matière d’urbanisme. Ceux qui les ont respectés, il faudra rentrer en discussion avec eux, pour voir comment les réadapter dans un monde nouveau. Mais ceux qui ne l’ont pas fait, devront subir la rigueur de la loi.

Mais ces constructions anarchiques ne se limitent pas à la seule ville d’Abidjan, même si elle est la ville phare du pays. Il y a les villes secondaires et intermédiaires, où on peut, d’ores et déjà, expérimenter ce que nous préconisons. Autour d’Abidjan, on a de nouvelles villes comme Songon qui sont en train de se créer. Alors à ce niveau, qu’est-ce qu’on peut bien expérimenter, pour répondre à la qualité de ville durable ?

Ce sont toutes ces préoccupations que nous allons mettre sur la table pour discuter. Avec des architectes, des urbanistes, des experts immobiliers, le gouvernement et l’ensemble de tous ses membres. Tout comme le secteur privé qui, dans son domaine, dispose de solutions innovantes pour la ville durable ■

RÉALISÉE PAR
GERMAINE BONI
COLL. MARCEL APPENA

● Présidentielle, réconciliation, Cpi, mandat d'arrêt contre Soro ...

Les réponses sans détours du Premier ministre



Le Chef du gouvernement a évoqué toutes les questions avec les médias nationaux et internationaux lors de sa conférence de presse bilan. (PHOTO : HONORÉ BOSSON)

Le Premier ministre s'est soumis hier, comme chaque année, à une conférence de presse-bilan. Objectifs : faire la rétrospective, montrer les initiatives en cours et dégager les perspectives sur la marche du pays. Outre les médias conviés à l'auditorium de la Primature où ont eu lieu les échanges, les membres du gouvernement ont joué à fond la solidarité gouvernementale, par une présence massive aux côtés du chef du gouvernement. Le grand oral d'Amadou Gon Coulibaly a attiré également présidents d'institution, dirigeants d'entreprises publiques et privées, diplomates, partenaires techniques et divers autres acteurs attentifs à l'action gouvernementale. Le Premier ministre aurait préféré passer des heures à expliquer comment le gouvernement va « amplifier la dynamique » contre la pauvreté. Il aurait aimé se concentrer sur les « avancées extraordinaires », à dire comment la Côte d'Ivoire arrivera à 80% du taux de couverture en électricité en 2020 ou comment l'État compte

hisser à 75% le taux de satisfaction des besoins en eau. En cette année électorale, il n'a pas été épargné par les questions plus ou moins vicieuses, à relents politiques. Comme par exemple, cette artésienne sur sa possible ambition présidentielle. Évidemment, Amadou Gon Coulibaly qui a déjà « trop à faire » n'y pense pas et il renvoie tout le monde en juin, à la convention de son parti, le Fhdp. Les avocats de la Côte d'Ivoire à la Cpi, le mandat d'arrêt contre l'ancien président de l'Assemblée nationale, le dialogue politique sur le code électoral se sont invités au rendez-vous. Tant qu'à faire ! Alors que font les avocats de la Côte d'Ivoire à la Cpi, si l'État ne les a pas commis ? « C'est une mauvaise compréhension », a répondu Amadou Gon Coulibaly. Les crimes ayant été commis sur le sol ivoirien, qui imaginerait la Côte d'Ivoire absente à un procès sur la crise postélectorale ivoirienne qui a fait 3000 morts ? Toutefois, la ligne directrice du gouvernement est de laisser la justice faire

son travail et de ne pas s'y mêler. Ainsi, « les avocats prennent leurs responsabilités en fonction du déroulement du procès ». Le mandat d'arrêt en cours contre l'ancien président de l'Assemblée nationale n'aurait-il pas pour but de couper l'herbe sous les pieds de ce dernier qui a déjà annoncé qu'il sera candidat à la présidentielle d'octobre ?

À cette question, le Premier ministre répond par un autre : « Et si la personne concernée, sachant ce qu'elle sait, s'est précipitée en disant qu'elle serait candidate, pensant que ce serait un élément de protection ? » À chacun sa conviction. Amadou Gon Coulibaly a, lui, la conviction que la présidentielle du samedi 31 octobre prochain sera

apaisée. À l'image de 2015. « Ne nous faisons pas peur. La Côte d'Ivoire est promise à un bel avenir, j'en suis sûr (...) il ne sert à rien de vouloir tendre artificiellement l'atmosphère », exhorte-t-il. Le chef du gouvernement met en doute la bonne foi de ceux qui doutent encore de l'effectivité de la réconciliation nationale. Lui qui a parcouru récemment le

Gbôklé, le Guémon, le Cavally, le Gô et la Nawa, pour ne citer que ces régions, sait que « les populations vivent ensemble », à l'Ouest comme au Sud et dans les 31 régions du pays. C'est aux acteurs politiques, selon lui, qu'il revient de « changer de langage ». Le ton, dit-on, fait la chanson ■

BENOIT HILI

● Le gouvernement met tout en œuvre pour la transparence de la présidentielle

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a assuré le 20 février 2020, au cours d'une conférence de presse à Abidjan, que le gouvernement travaille à l'organisation d'un scrutin présidentiel transparent, juste et équitable, le 31 octobre prochain. Selon le Chef du gouvernement, les défis identifiés sont de « garantir les meilleures conditions d'organisation pour les prochaines échéances électorales et d'assurer des conditions optimales pour des élec-



(PHOTO : DFP)

tions libres, transparentes et apaisées». Amadou Gon Coulibaly a appelé à nouveau au sens de la responsabilité de chacun. Car, a-t-il ajouté, il n'existe aucune alternative à la nécessité de tout mettre en œuvre pour consolider la paix et la cohésion sociale. « Les enjeux politiques ne seront en aucun cas un obstacle à la construction de notre pays et ce, pour le bien des générations futures », a assuré le Chef du gouvernement ■

SOURCE : PRIMATURE

- Accès à l'électricité, eau potable, logements

Les assurances d'Amadou Gon Coulibaly

Dans son grand oral, le Premier ministre a abordé des sujets qui préoccupent les Ivoiriens. Notamment, l'accès à l'électricité, l'eau potable, aux logements décentés. Très à l'aise face aux journalistes, Amadou Gon Coulibaly a décliné les actions menées par le gouvernement et les défis à relever. Concernant le secteur de l'électricité, de janvier à décembre 2019, 919 localités du pays pour un objectif de 917 ont été électrifiées dans le cadre du Psgouv, faisant passer le taux de couverture à 69% à fin 2019, contre 35% en 2011, a laissé entendre Amadou Gon Coulibaly. « C'est extraordinaire, l'engagement qui a été pris pour électrifier les villages de plus de 500 habitants sera tenu à la fin de l'année 2020. Il nous restera environ 1700 villages à électrifier pour avoir une couverture totale du pays. (...) En 2011, le nombre d'abonnés en électricité était estimé à 1 million, aujourd'hui nous sommes à 2 millions 400. Preuve qu'en 8 ans, le nombre d'abonnés en électricité est largement supérieur à ce que nous avions. Ce résultat est au-delà de toute attente », a dit fièrement Amadou Gon Coulibaly.

Sur la question de l'accès à l'eau potable des populations, le Premier ministre s'est voulu rassurant. Les plaintes des populations concernant les pénuries



Le gouvernement à travers le Premier ministre a renouvelé sa volonté d'accélérer la cadence des actions sociales.

et coupures d'eau dans les communes et quartiers d'Abidjan seront de vieux souvenirs, bientôt. Il a annoncé à cet effet un investissement de 44 milliards de

F Cfa avec la Sodeci, pour régler la question d'approvisionnement en eau potable, dans 6 mois. « Il faut trouver une solution à la vétusté de la canalisation. Dans les quartiers, il faut créer des

réseaux d'extension; nous avons un investissement pour cela à Abidjan », a rassuré Amadou Gon Coulibaly. Soulignons que sur la période 2011-2018, le district d'Abidjan a bénéficié de la

réalisation de douze projets majeurs, dont six traitements d'eau potable portant à 21 le nombre de production d'eau potable. La capacité de production au sein des villes de l'intérieur est passée de

79655m3/jour en 2011 à 131 566m3 en 2018.

Pour ce qui est des logements sociaux, il a reconnu humblement que davantage d'efforts doivent être faits pour permettre aux Ivoiriens d'avoir accès à des logements décentés. « S'agissant du logement social, nos objectifs étaient beaucoup plus importants. Mais nous n'avons pas pu les atteindre. Cependant, pour 2019, nous avons pris l'engagement de faire en sorte que les deux cités (Bingerville et Aci) soient fonctionnelles et elles le sont, aujourd'hui », a-t-il fait savoir et d'annoncer que d'autres grands projets sont en cours. Notamment avec de grosses entreprises du secteur pour produire des logements de masse afin d'améliorer les conditions de vie des populations. « A ce niveau, des discussions sont en cours, il faut passer à l'échelle », a-t-il souhaité, tout en proposant la location-vente comme solution à la problématique du logement dans le pays car, selon le chef du gouvernement, « tout le monde n'a pas la capacité de lever un emprunt pour avoir accès aux logements ». A noter que le gouvernement a lancé en 2012 le programme de logements sociaux avec pour objectif initial de construire 60 000 logements sur la période 2012-2015. Cet objectif a été porté à 150 000 logements sur la période 2016-2020 ■

EMELINE P. AMANGOUA

- Champions nationaux

Ce que prévoit le gouvernement

C'est une nouvelle qui devrait rassurer la communauté des opérateurs économiques ivoiriens. Jusqu'à fin juin 2020, la liste des 29 champions nationaux en Côte d'Ivoire devrait être connue. Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, en conférence de presse hier, à son cabinet au Plateau, a annoncé la nouvelle. « Le délai que nous nous sommes fixés sur cette question est pour le premier semestre de l'année 2020 », a déclaré le chef du gouvernement. Durant cet exercice qui a duré environ deux heures, le Premier ministre a rassuré l'ensemble des opérateurs économiques que le gouvernement travaille sans cesse sur ce dossier avec la Confédération générale des entre-

prises de Côte d'Ivoire (Cgeci), qui est le patronat ivoirien. « C'est extrêmement important. Avec le patronat, nous nous sommes accordés sur une liste, mais permettez-moi de ne pas donner la liste de ces entreprises », a déclaré Amadou Gon Coulibaly. Comme il l'a expliqué, avec le patronat, plusieurs réunions ont permis de « poser un certain nombre de problématiques » en vue du soutien de l'État aux entreprises qui seront sélectionnées. Leurs besoins, ainsi que leur situation financière, lors de ces discussions, ont entre autres été abordés, selon Amadou Gon. « Nous allons continuer tout ce travail... C'est à partir de là, un débat avec le patronat lui-même, que nous allons arriver à sélectionner des entreprises, qui, de notre point de vue méritent d'être soutenues », a expliqué le chef du gou-



Les champions nationaux seront désignés en collaboration avec le secteur privé. Ici, le président du Patronat, Jean-Marie Ackah.

vernement au cours de cette sortie à laquelle plusieurs membres du gouvernement, des représentations diplomatiques ainsi que des Partenaires techniques et financiers (PtF) ont pris part. Début octobre 2019, c'est à l'occasion de la 4e Journée nationale du partenariat (Jnp) État/secteur privé, à Abidjan, que le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, annonçait qu'une première liste multisectorielle de 29 entreprises éligibles au statut de champions nationaux a été arrêtée. Objectif : soutenir le développement du secteur privé ivoirien. Les champions nationaux, ce sont des entreprises nationales compétitives à l'international, leader dans leur domaine et potentiellement capables de participer au développement de leur pays d'origine. Elles bé-

néficient du soutien de l'État. L'objectif, pour les autorités, est de parvenir à l'éclosion de nouveaux tycoons, de faire naître de nouveaux entrepreneurs.

Conscient que le privé est pourvoyeur d'emplois, et créateur de richesse, l'État accorde une priorité à ce secteur. Au cours de ces dernières années, il ne cesse de multiplier les initiatives pour le rendre encore plus dynamique dans un contexte où, sur la période 2011-2018, la croissance économique est estimée à 8% en moyenne annuelle.

Moteur d'une économie moderne, compétitive et ouverte, ce secteur représente 2/3 du total des investissements, 83% des emplois et contribue à 90% des ressources budgétaires de l'État ■

ANOH KOUAO

Participation de la Côte d'Ivoire au Sia 2020

Kobenan Kouassi Adjoumani explique les enjeux

La 67^e édition du Salon international de l'Agriculture a ouvert ses portes le 22 février à Paris Expo, Porte de Versailles.

Paris, la capitale française, est devenue depuis le 22 février, date de l'ouverture officielle de la 67^e édition du Salon international de l'Agriculture (Sia), la plaque tournante de l'Agriculture mondiale. De nombreux visiteurs parmi lesquels le Président de la République de France, Emmanuel Macron, ont pris d'assaut tôt le matin du samedi le Sia pour découvrir ou redécouvrir les curiosités agricoles dans leur diversité.

La Côte d'Ivoire, pays agricole par excellence, est présente à ce rendez-vous avec ses acquis mais aussi ses ambitions. Logé au pavillon 5/2 numéro A009 où elle a pris un stand de 364 m², dont 250 m² pour le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) et 114 m² pour le ministère des Ressources animales et halieutiques (Mirah), le premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou est l'un des pôles attractifs du Sia. Toute la journée de samedi, les visiteurs se sont bousculés au stand de la Côte d'Ivoire pour déguster notamment des produits dérivés du cacao ivoirien et de la noix de cajou, mais aussi assouvir leur soif de découverte en posant toutes sortes de questions sur les escargots géants qui ont attiré beaucoup de monde.

Mais au-delà de faire connaître ses produits agricoles, la Côte d'Ivoire est au Sia pour bien plus. « Notre objectif en étant ici, c'est d'abord de rencontrer les opérateurs économiques et les inciter à venir en Côte d'Ivoire pour y investir », a expliqué le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, qui conduit la délégation du Minader en compagnie de son collègue des Ressources animales et halieutiques, Moussa Dosso. La conférence qu'il prononcera le mercredi 26 février, autour du thème : « L'agriculture ivoirienne face



Le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani et son collègue Dosso Moussa (à droite) ont affiché une solidarité exemplaire, lors de la visite du stand café cacao de la Côte d'Ivoire. (PHOTOS : DAVID YA)

aux défis de la modernisation», sera l'occasion pour lui de faire connaître davantage le programme agricole de son pays et les opportunités qu'il offre en termes d'investissement.

La participation de la Côte d'Ivoire au Sia 2020 a un autre objectif majeur. Il s'agit

de mettre en œuvre une instruction du Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, Amadou Gon Coulibaly. « Le Premier ministre nous a instruit, à l'occasion de la clôture de notre salon de l'Agriculture et des Ressources animales (Sara 2019). Il nous a demandé

de commencer à préparer le Sara 2021. Pour nous, le Sara 2021 commence par le Salon de Paris où nous avons l'occasion de rencontrer les opérateurs économiques, tous les investisseurs, d'échanger nos expériences et de nous inspirer du modèle français », a expliqué le ministre Kobe-

nan Adjoumani.

Cette instruction s'adresse aussi bien à lui qu'à son collègue Moussa Dosso, avec qui il a affiché une grande complicité et une forte solidarité le temps qu'ils ont passé sur le stand Côte d'Ivoire. « Dans l'agriculture, nous avons des performances, au niveau du cacao, de la noix de cajou pour ne citer que ces deux produits où la Côte d'Ivoire est le premier producteur dans le monde. Ce que le Premier ministre nous a demandé de faire, c'est d'obtenir aussi, dans le domaine animal et halieutique, les mêmes performances », a déclaré Moussa Dosso, lors de l'entretien conjoint qu'ils ont eu avec la presse.

Le ministre des Ressources animales et halieutiques est convaincu qu'il n'y a que les échanges d'expériences et les partenariats qui peuvent les amener à donner du relief aux initiatives dans la pêche comme dans l'élevage en Côte d'Ivoire. « Ce matin, nous avons fait le tour et nous avons vu ce que la France peut offrir à la Côte

d'Ivoire mais également à nos voisins (...) Nous avons pour ambition de donner à la Côte d'Ivoire un élevage performant et un secteur halieutique également performant. Ce qui fera de la Côte d'Ivoire un pays avec une agriculture performante mais également un élevage et une halieutique performants pour l'alimentation de nos populations », a-t-il souligné.

Visite de courtoisie aux pays voisins

Dans la pure tradition africaine, le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani s'est rendu sur les stands des pays africains, notamment le Maroc, le Sénégal, le Mali, l'Algérie, pour les saluer et leur transmettre l'amitié et la fraternité des autorités ivoiriennes. Au stand du Maroc, le ministre Adjoumani a mentionné l'excellente qualité des relations entre les deux pays, et surtout le grand intérêt que le souverain chérifien accorde à la Côte d'Ivoire. « Sa majesté le Roi Mohammed VI accorde une importance capitale à tout ce qui concerne l'agriculture. Nous sommes heureux et fiers d'être ici, au stand du Maroc. Nous serons le 14 avril au Maroc pour participer au Siam qui est aussi un événement important. Nous saluons le Roi Mohammed VI parce qu'il est intervenu efficacement pour nous permettre de disposer de deux débarcadères : un à Locodjro et l'autre à Grand-Lahou. Le Roi aime son pays mais aussi l'Afrique », a soutenu le ministre ivoirien. L'ensemble des filières agricoles est représenté au stand de la Côte d'Ivoire à travers leur filière et ou conseil de régulation. 50m² sont dédiés aux coopératives afin de leur permettre de donner de la visibilité à leurs productions.

DAVID YA

ENVOYÉ SPÉCIAL À PARIS



Le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani a rendu une visite de courtoisie au stand du Maroc.

La France et la Côte d'Ivoire inaugurent le hall des stands des fromages



Le ministre ivoirien de l'Agriculture et du développement rural, Kobénan Adjoumani, et son homologue français, Didié Guillaume, ont ouvert et visité plusieurs stands de fromage. (PHOTOS : DAVID YA)

Le ministre français de l'Agriculture et de l'alimentation, Didier Guillaume, a co-inauguré le hall des stands des fromages avec son homologue ivoirien, le ministre de l'Agriculture et du développement rural Kobénan Kouassi Adjoumani, avant de faire le tour des stands avec lui pour découvrir et sacrifier à la traditionnelle dégustation.

C'est la première, dans l'histoire du Salon international de l'Agriculture qu'un pays étranger participe à une inauguration, a indiqué le ministre français. « Cette co-inauguration est le pacte de l'amitié entre deux ministres, le pacte de l'amitié entre deux pays et surtout le pacte du renforcement de l'amitié entre deux pays », a expliqué Didier Guillaume. Il affirme vouloir à travers cet acte rendre hommage à la grande amitié qui le lie au ministre Adjoumani, d'une part et aux liens séculaires de fraternité qui unissent la Côte d'Ivoire et la France, d'autre part. « D'abord c'est une visite d'amitié. Nous sommes amis, le ministre Kobénan Adjoumani et moi, nous travaillons ensemble et nous avons une vision de l'agriculture qui se ressemble (...) Ensuite, la France et la Côte d'Ivoire sont amies, une amitié indéfectible. Rien ne pourra couper les liens entre la Côte d'Ivoire et la

France, entre le Président Alassane Ouattara et le Président Macron. Ces liens forts entre ces deux pays doivent se concrétiser dans cette partie de l'Afrique où la France et la Côte d'Ivoire travaillent beaucoup (...) enfin cette co-inauguration ce matin, est symbole de partenariat entre nos agricultures », a déclaré Didier Guillaume lors d'un entretien avec la presse au stand de l'Afd et du Cirad, où il a accompagné son hôte pour une séance de travail après l'inauguration du hall des stands des fromages.

Le ministre français a insisté sur la volonté des deux pays d'échanger leurs expériences et leur savoir-faire dans le domaine agricole. Cette marque d'attention a été appréciée à sa juste valeur par son homologue ivoirien. « La Côte est à l'honneur puisque nous avons eu l'occasion de sillonner des centaines de stands avec le ministre de l'Agriculture et de l'alimentation de la France. L'honneur était plus grand encore puisque nous avons été associés à l'inauguration de stands des fromages. Nous avons pu déguster des fromages de qualité et d'origine diverses en compagnie du ministre français », s'est-il réjoui.

Kobénan Kouassi Adjoumani s'est félicité également de la séance de travail que le Cirad et l'Afd,

au cours de laquelle ils ont passé en revue l'ensemble des projets exécutés conjointement avec la France. « Nous avons émis le souhait de voir la France nous aider davantage à travers d'autres projets pour sédentariser les jeunes et les emmener à se détourner de l'exode », a-t-il souligné.

Par ailleurs, la séance de travail a évoqué la question de l'autonomisation

des femmes. En effet, les études montrent que lorsque les femmes ont les moyens, c'est toute la famille qui s'en trouve heureuse. « Il faut pouvoir aider les femmes à aider les familles. Il faut aussi aider les jeunes à s'installer à leur propre compte », a plaidé le ministre ivoirien de l'Agriculture et du développement rural.

Le ministre français de l'Agriculture a visité le

stand de la Côte d'Ivoire et a dégusté quelques produits locaux avant de signer le livre d'or. Il a réitéré le soutien de la France à l'agriculture ivoirienne tout en se souvenant avec plaisir de sa participation au dernier Sara.

Le 26 février sera dédié à la Côte d'Ivoire au Sia. Au cours de la journée, le ministre Adjoumani animera une conférence autour du thème: « L'agriculture ivoi-

rienne face aux défis de la modernisation ». L'agenda de la journée prévoit aussi des échanges entre le ministre, des journalistes, des bailleurs de fonds, des opérateurs économiques, les partenaires techniques et financiers de la Côte d'Ivoire dans le cadre d'un B to B.

DAVID YA
ENVOYÉ SPÉCIAL À PARIS

Développement territorial et lutte contre la déforestation Un projet de développement stratégique lancé dans le Cavally et le Bélier

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale Redd+ (Réduction des émissions de gaz à effet de serre, dû à la déforestation et à la dégradation des forêts Ndlr), le Secrétariat exécutif permanent du mécanisme, en partenariat avec le Pnud, a mobilisé, auprès de la Plateforme des gouverneurs sur le climat et les forêts, un financement pour la réalisation du projet « Développement d'un plan stratégique de production agricole durable et de restauration des paysages forestiers pour les régions du Bélier et du Cavally ».

D'un montant de 150 millions F Cfa, ce projet qui va s'exécuter sur 12 mois a été officiellement lancé le 20 février, au cabinet du ministère de l'Environnement et du Dé-

veloppement durable, au Plateau. A cette occasion, deux conventions ont été signées: un protocole d'accord entre le ministère de l'Environnement et du Développement durable et le Pnud pour instaurer le cadre institutionnel de mise en œuvre dudit projet. Et un autre protocole d'accord entre le Secrétariat permanent de la Redd+ et les Conseils régionaux du Bélier et du Cavally qui, lui, vise à faciliter l'exécution technique des activités en vue de l'atteinte des résultats.

Ce projet vise à appuyer les régions du Cavally et du Bélier en vue de développer des plans stratégiques régionaux pour la gestion des ressources forestières alignées sur les objectifs nationaux de la Redd+ et de la nouvelle politique forestière. Il vise également à contribuer durablement au

bien-être des communautés locales, à la réduction de la pauvreté, à la création d'emploi et à l'autonomisation des femmes.

Exprimant toute sa satisfaction pour cette grande étape que vient de franchir le projet, le ministre Séka Séka a souligné la bonne collaboration entre les différents acteurs qui aura facilité les choses. « Ce projet est le fruit d'une parfaite collaboration entre mon département ministériel, le Pnud ainsi que les Conseils régionaux du Cavally et du Bélier », a-t-il indiqué. À l'en croire, le projet permettra aux deux régions bénéficiaires de disposer, à terme, de stratégies de production agricole durable et de restauration des paysages forestiers, outils importants de planification du développement local et mobilisation de

ressources financières. Jonas Mfouatié, représentant résident par intérim du Pnud a rassuré les parties prenantes de l'engagement du Pnud à jouer pleinement son rôle pour le suivi de la mise en œuvre des activités du projet en capitalisant sur la synergie et les complémentarités avec les autres initiatives nationales de lutte contre la déforestation et le changement climatique. Les représentants des Conseils régionaux du Bélier et du Cavally quant à eux, ont salué l'avènement de ce projet qui leur permettra d'avoir des territoires réputés zéro déforestation tout en garantissant les objectifs du secteur agricole au niveau local.

FAUSTIN ÉHOUMAN

Olga Djadji, présidente de la Fondation Bénédicte Janine Kacou Diagou “ Nous voulons aider à réduire le chômage ”

La fondation Bjkd, qui soutient les jeunes en finançant les projets innovants, vient de signer un accord-cadre avec le Pnud. Un soutien qu'explique Olga Djadji, présidente de cette institution.

Que renferme exactement l'accord-cadre signé avec le Pnud ?

La signature de cet accord est le fruit d'un travail acharné, exécuté avec dévotion depuis les balbutiements de la fondation. En cela, nous suivons l'élan insufflé par la fondatrice, Bénédicte Janine Kacou Diagou, qui a fait de la notion de partage un sacerdoce, et qui a bien voulu créer une fondation afin de donner une forme légale à plusieurs années de philanthropie. Le Pnud, organisation soucieuse du bien-être des populations, a effectivement consenti à nous accompagner sur nos projets à caractère entrepreneurial, après de nombreuses démarches entreprises à son endroit. C'est ainsi que cette institution a bien voulu porter son intérêt sur notre fondation. Et nous nous en réjouissons. Cet accompagnement est de nature technique et institutionnel. Cela nous aidera grandement à renforcer nos actions en faveur de la réduction de la pauvreté, par la promotion de l'emploi et l'entrepreneuriat. Notre axe majeur, notamment celui du développement économique et social de nos régions, va donc de pair avec les objectifs du Programme des Nations unies. Le Pnud et Bjkd sont en phase. Et c'est justement ce qui a facilité ce partenariat.

Qu'est-ce qui a poussé Bénédicte Janine Kacou Diagou, patronne de banque, à créer cette fondation ?

Tout est parti de la proximité qu'elle a tissée au fil du temps avec une frange de la jeunesse qui suit quotidiennement ses activités sur les réseaux sociaux. Après plusieurs années de sollicitation, de mentorat ou d'aide à la réalisation de projets, elle a décidé de créer cette organisation dont l'un des projets les plus connus est le Prix



(PHOTO: DR)

Bjkd. Ce concours vise à donner un coup de pouce aux start-up ivoiriennes, détentrices de projets innovants. C'est justement dans ce cadre que la fondation a sollicité l'appui institutionnel du Pnud. Leur réponse favorable nous fait gagner en crédibilité.

La fondation Bjkd intervient davantage dans l'entrepreneuriat des jeunes...

L'histoire de la fondation Bjkd a débuté depuis quelques années sur les réseaux sociaux, comme je le disais tantôt. En 2016, à la demande de la communauté Facebook, estimée à 60 000 abonnés, Bénédicte Janine Kacou Diagou a initié le Bjkd's ; une plateforme d'échange entre elle et les jeunes en-

trepreneurs qui suivaient ses activités sociales quotidiennes sur le web, en vue d'apprendre de son

père. C'est au cours des échanges que les questions et les interrogations de certaines personnes

du Prix Bjkd, un concours pour soutenir les jeunes qui se lancent dans l'entrepreneuriat. Voulu allier sa passion pour l'art et son attachement à la promotion de l'entrepreneuriat jeunes, elle a créé en 2018 cette fondation éponyme.

En quoi consiste précisément le Prix Bjkd ?

Véritable incubateur d'entreprises, le « Prix Bjkd pour l'entrepreneuriat jeunes », attribué pour la première fois en 2018, et dont la troisième édition aura lieu en juin prochain avec le Pnud, partenaire technique significatif, a pour objectif de soutenir techniquement et financièrement des start-up aux projets innovants. Après sélection par voie de concours, le Prix Bjkd récompense les meilleurs entrepreneurs de l'année. Nous organisons ce Prix à partir d'études de faisabilité, de durabilité et d'efficacité, en s'entourant des meilleurs spécialistes en la matière. Chez nous, chaque franc donné est engagé pour une action concrète en faveur des personnes qui méritent de recevoir un coup de pouce.

À quelles valeurs se réfère la fondation Bjkd ?

Trois valeurs essentielles

est fort gratifiant. De plus, nous tenons à être proches de nos publics pour les soutenir dans leurs initiatives. Être le pont entre ceux qui ont des idées, ceux qui osent, les partenaires, les donateurs et le grand public. Les notions de transparence et d'éthique sont rigoureusement observées dans la sélection des projets que nous accompagnons.

Que recherchez-vous finalement à travers la mise en place de toutes ces actions ?

Nous voulons, nous aussi, aider à réduire le chômage, participer au développement économique et social de nos populations, susciter l'émergence de nouveaux talents et d'initiatives sociales, contribuer au développement de notre pays et de nos régions ; accompagner le développement de nouvelles énergies créatives et de talents productifs pour voir émerger une Afrique plus ambitieuse et plus solidaire... Quotidiennement donc, nous prenons plaisir à donner du nôtre, à concevoir des projets à forte valeur ajoutée, avec nos publics, pour servir le plus grand nombre. Avec plusieurs réalisations à notre actif, et de nombreux projets en cours de développement, nous poursuivons cet objectif.

Mais nous n'avons pas l'intention de nous arrêter à cela. Nous prévoyons faire bien plus. Cette année, nous allons également nous adresser au secteur de l'informel sur toute l'étendue du territoire ivoirien, à travers un nouveau projet dénommé « Petites Mains d'Angas » ; une lucarne de valorisation offerte aux entrepreneurs dont on ne parle presque jamais et qu'on rencontre chaque jour dans nos rues■

La fondation Bjkd participe à l'éclosion des rêves et suscite la montée d'une génération de créateurs et d'entrepreneurs.

parcours et de s'imprégner de son expérience professionnelle. Lors d'une rencontre mémorable en octobre 2016, dont le thème était « Mon histoire », elle a partagé avec l'auditoire les grandes lignes de son enfance et les réalités qui sont aujourd'hui les siennes, en tant que manager ayant appris auprès de son

présentes, en quête de repères pour la plupart, ont déclenché chez elle l'envie de faire un peu plus en leur direction. Au sortir de cet after-work, elle a pris la décision de transmettre à cette jeunesse ce qu'elle a appris. Deux ans après, en souvenir de ce déclic, Bénédicte Kacou Diagou a initié la première édition

lement : le partage, le service et le don de soi. Notre activité est née, je le rappelle, d'une passion. Nous travaillons en étant attachés à cette notion capitale. Pour nous, exercer à la fondation Bjkd, c'est participer à l'éclosion des rêves et susciter la montée d'une génération de créateurs. Mener à bien

INTERVIEW RÉALISÉE PAR
 BLEDSOON MATHIEU

Unité de montage de véhicules de la Sotra

Les premiers kits d'assemblage réceptionnés

Sotra industries, la filiale industrielle de la Société des transports abidjanais, est dans la phase d'accélération de son projet de montage de mini-cars.

Les premiers kits d'assemblage de l'unité de montage de véhicules de la Société des transports abidjanais (Sotra) ont commencé à être réceptionnés depuis le 17 février 2019 sur le site de Sotra Industries à Kouamssi où ils entreront bientôt en production. Puisqu'en plus du renouvellement du parc automobile local, la Sotra s'ouvre au marché régional du transport urbain. Désormais monté à Abidjan, par les agents de la Sotra, à Sotra industries, le véhicule est carrossable en trois modèles. Il est assemblé en minibus de 22 places type "massa", en fourgon type Van, en camion châssis type "benne" et en camion frigorifique. Pour ce projet, l'entreprise mise sur une capacité de production de 500 unités par an, soit une cadence de 2 à 3 véhicules par jour, et 1000 véhicules par an à partir de la troisième année de pro-



Le prototype « Daily Ivoire » a été lancé par le Premier ministre le 3 août 2018. (PH: DR)

duction. Sous la forme spécifique de minibus, comme exposé au salon de l'automobile, le Dayli Ivoire a une capacité d'accueil de 22 places exten-

sibles à 27 places. Techniquement parlant, il est doté d'un moteur euro 3, adapté aux contingences des véhicules utilisés en Côte d'Ivoire, et d'une boîte de vitesse

mécanique. Les vitres athermiques ne laissent point passer les rayons de soleil et les suspensions en lames ressort assurent un confort fort appréciable. Lancé depuis le

03 août 2018 par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, ce projet est aujourd'hui une réalité avec le prototype que la Sotra a exposé au salon de l'automobile d'Abidjan du 12 au 16 décembre 2019 dernier. Pour le chef du gouvernement, « Source d'emplois, ce projet aura un impact social fort indéniable ». 150 emplois directs et 1500 indirects sont attendus de ce projet. Une opportunité pour les transporteurs à qui il sera loisible dans quelques semaines d'acquiescer sur place, à coûts réduits, des véhicules neufs pour créer ou renforcer leur parc automobile. Au dire du ministre des Transports Amadou Koné, « cette unité de montage est à inscrire au titre des mesures d'accompagnement liées à la mise en œuvre du décret portant limitation de l'âge des véhicules d'occasion importés en Côte d'Ivoire ». Se félicitant du projet au Sa-

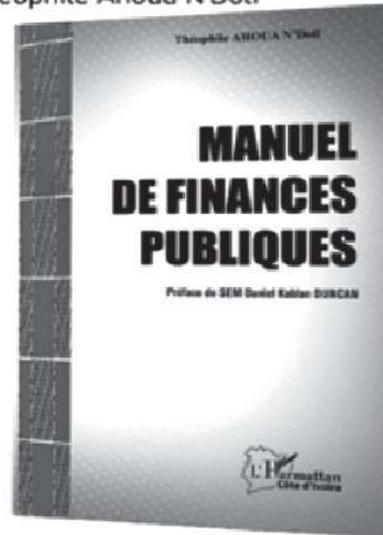
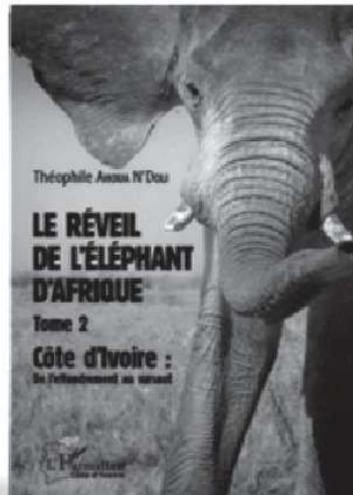
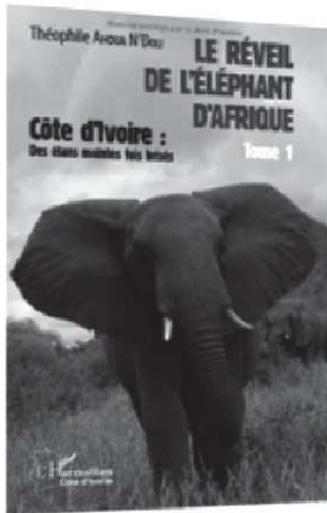
lon de l'automobile d'Abidjan, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, a déclaré : « Cinq domaines ont été identifiés dans le cadre de la politique d'industrialisation de Côte d'Ivoire, dont un volet important porte sur l'assemblage en Côte d'Ivoire de véhicules. Être aujourd'hui installé dans un véhicule monté en Côte d'Ivoire par la Sotra sous l'autorité du ministère en charge des Transports, c'est vraiment une fierté ». Pour sa part, le Directeur général de la Sotra, Mèité Bouaké, estime que « c'est une fierté pour la Sotra et pour toute la Côte d'Ivoire, parce qu'il y a désormais une alternative pour le renouvellement du parc auto avec des véhicules de référence et un partenaire de qualité Iveco » ■

ABOUBAKAR BAMBA
SOURCE: SERCOMSOTRA

ECONOMIE ET FINANCE PUBLIQUE

AHOUA N'Doli Théophile publie

« Le Réveil de l'Éléphant d'Afrique Tome I et Tome II » et « Manuel de Finance Publique », trois ouvrages publiés par l'Inspecteur Général d'État, Théophile Ahoua N'Doli aux éditions L'Harmattan.



DISPONIBLES A LA LIBRAIRIE DE FRANCE

Cancer du sein

Le gouvernement multiplie les actions pour freiner la progression de la maladie

Le vice-Président Daniel Kablan Duncan a présidé le 22 février, à Assinie, la 37^e rencontre annuelle inter-villes des clubs Rotary de Côte d'Ivoire.



Le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, a été fait membre d'honneur du Rotary par le vice-président du Rotary International, Yinka Babalola.

cancers, Globocan 2018, on relève 2659 nouveaux cas en Côte d'Ivoire en 2018, tandis que le taux de mortalité était estimé à 9,1 pour 100.000 femmes au cours de la même année ». Il a en outre félicité et encouragé le Rotary Club pour sa contribution dans la lutte contre cette maladie. « Le Rotary doit continuer sur cette lancée en Côte d'Ivoire. Le gouvernement de Côte d'Ivoire vous encourage à ne jamais abandonner ce noble sacerdoce. Continuez de tenir la flamme allumée du Rotary partout sur le continent et dans votre pays, afin qu'aucun jour ne passe sans que le Rotary ne se joigne à ses frères aux quatre (4) coins du monde, pour mener des actions locales, nationales ou internationales. Nous continuons d'apprécier votre si

importante contribution à la lutte contre la poliomyélite, et vous encourageons vivement sur les nouveaux chantiers que vous avez décidé d'attaquer à savoir : la lutte contre l'hépatite B et C et le cancer du sein », a-t-il poursuivi. Initiée par le Rotary Club Abidjan Akwaba, cette rencontre avait pour but, selon le Pr. Constant Roux, ancien Gouverneur de district, et président des 37e inter-villes des Rotary clubs de Côte d'Ivoire, de permettre à tous les clubs Rotary du pays de discuter de la vie de leur association et de la voie à suivre cette année. Le vice-Président du Rotary international, Yinka Babalola a pour sa part, souhaité que la jeunesse intègre davantage les clubs Rotary, pour lui insuffler beaucoup plus de

dynamisme dans ses actions. Charlotte N'Doumi, past-présidente du Rotary Club Abidjan Akwaba a, quant à elle, souligné que le thème retenu cette année est : « La roue de la solidarité rotarienne face au cancer du sein ». Elle a également rappelé que cette célébration coïncide avec les 115 ans d'existence du Rotary. La rencontre a été également marquée par des ateliers sur le cancer. Lesquels ont été animés par le Pr Judith Didi-Kouko Coulibaly, représentant le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique et Agnès Kraïdy, journaliste. Les autorités politiques, administratives et coutumières du Sud Comoe ont également pris part à cette journée ■

CASIMIR DJEZOU

Le gouvernement ivoirien a décidé de prendre le taureau par les cornes dans la lutte contre le cancer du sein. A l'occasion de la 37^e rencontre annuelle inter-villes, des clubs Rotary de Côte d'Ivoire, organisée le 22 février, dans la ville balnéaire d'Assinie, le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, parrain de la cérémonie, a énuméré quelques actions concrètes initiées par le gouvernement, en vue de freiner l'évolution du cancer du sein en Côte d'Ivoire. « Sachant que le cancer du sein est le premier cancer de la femme en Côte d'Ivoire, l'Etat dans sa politique sanitaire, a entrepris plusieurs actions pour lutter contre ce mal pernicieux qui, malheureusement, continue d'endeuiller plusieurs familles », a indiqué le vice-Président de la République. Selon lui, ces actions sont au nombre de quatre. A savoir : l'organisation chaque année, d'activités éclatées de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer du sein ; l'ouverture depuis le 25 janvier 2018, d'un Centre national de radiothérapie et d'oncologie Alassane Ouattara (Cnrao) d'un coût de 13 milliards de francs Cfa entièrement financé par l'Etat ivoirien et rattaché au Centre hos-

pitalier universitaire (Chu) de Cocody ; la signature, le 12 décembre 2019, d'une nouvelle convention pour la recherche et la fourniture de nouvelles molécules, avec le groupe pharmaceutique Roche, dont le siège régional a été transféré de Lagos à Abidjan, depuis le 1er juillet 2019. Enfin, la construction prochaine à Grand-Bassam, dans le Sud-Comoe, d'un Centre régional de référence de radiothérapie et d'oncologie médicale, d'un coût de plus de 80 milliards de F Cfa. La livraison de cet ouvrage est prévue pour 2023. A propos des conventions signées, Daniel Kablan Duncan a souligné qu'il y a eu une première, qui était une forme novatrice de Partenariat public/privé (Ppp) dans le domaine social, et dans laquelle, la part contributive du patient qui était de 10% est passée à 0 franc. Le reste étant supporté par le Cabinet Roche à hauteur de 60 % et l'Etat à 40 %. « Dans le nouveau protocole d'accord, dont l'objectif est de traiter au moins 11 500 patients sur 5 ans, au-delà de la sensibilisation, du dépistage précoce et de la formation des professionnels de la santé, il a été introduit de nouveaux produits et de nouvelles aires thérapeutiques, couvrant d'autres types de



Les participants de la 37^e rencontre annuelle inter-villes des clubs Rotary de Côte d'Ivoire ont immortalisé l'évènement autour du vice-Président de la République. (PHOTOS : SÉBASTIEN KOUASSI)

cancers, mais aussi la néphrologie, l'hématologie, et la recherche clinique. Le budget global du nouveau protocole d'accord s'élève à 86 milliards de F Cfa sur 5 ans, dont une participation du groupe Roche à hauteur de 66 milliards de F Cfa, et environ 20 milliards de F Cfa apportés par l'Etat de Côte d'Ivoire », a-t-il noté. Au dire du vice-Président, la prise de toutes ces mesures, est due aux proportions inquiétantes que prend la maladie ces dernières années. « Pour ce qui concerne particulièrement le cancer du sein, selon les statistiques de l'Observatoire mondial sur les

AVIS DE PRESELECTION DE PROMOTEURS POUR LA REALISATION D'UNE OPERATION IMMOBILIERE

La Coordination des Agents Libres des Mines, du Pétrole et l'Energie (CALME) envisage de doter, avant la fin de l'année 2021, environ 150 membres de logements décentes ou de terrains disposant d'ACD et situés sur des superficies dotées de VRD.

A cet effet, elle procède à un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de promoteurs immobiliers.

Pour la consultation ou le retrait des Termes de Références (TDR), veuillez-contacter Messieurs aux : 07885256 / 41095508, Mail : agahanr@yahoo.fr 59565071, Mail : tehero_remy@yahoo.fr

Santé / Don de sang

L'élan de solidarité de la communauté indienne

La communauté indienne en Côte d'Ivoire affirme sa solidarité vis-à-vis des Ivoiriens. Par le biais de la fondation

Maruthi, elle a initié une cérémonie de don de sang le 22 février, au Centre national de transfusion sanguine (Cnts) à Marcory zone 3.

« Le sang est bien ce que l'être humain a de plus précieux », a déclaré Saïla Shangal, l'ambassadeur de l'Inde, présent à la cérémo-



Les Indiens résidant en Côte d'Ivoire ont donné leur sang au Centre national de transfusion sanguine.

nie pour saluer à sa juste valeur l'opération. Interrogé sur le nombre de personnes devant prendre part à cette opération, le président de ladite fondation, Kimani Hussein, à la tête par ailleurs de la Chambre de commerce et d'industrie indienne en Côte d'Ivoire, a indiqué que plus de 150 personnes étaient attendues au Cnts, pour offrir le liquide précieux. « Le sang donne la vie », a-t-il souligné, en outre, dans son allocution, pour saluer cet acte qui consiste à « sauver des vies ». Le sous-directeur en charge du prélèvement et de la distribution du centre, Dr Kimou Jérémie, a félicité les donateurs pour leur sens élevé de la solidarité. « Vous êtes venus jusqu'au Cnts pour

donner ce que vous avez de plus cher, le sang. La médecine, hyper développée, n'a pas encore réussi à trouver le remède miracle qui peut remplacer le sang », a-t-il déclaré. La fondation Maruthi, initiatrice de l'opération, a vu le jour, il y a deux ans. Elle s'est fixée comme objectif d'aider les populations, à travers des actions de portée sociale. Les pouponnières de Yopougon et de Dabou, l'orphelinat d'Aboisso et celui des jeunes filles de Grand-Bassam, ont déjà reçu la visite des membres de cette fondation, les bras chargés de cadeaux. Selon le président, l'opération de don de sang se fera chaque quatre mois ■

MARCEL APPENA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union-Discipline-Travail

MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
Société et État

Direction Nationale

Le Coordinateur Technique

N°003/INS/DN/CT/CTAAAF/URHAJ

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

AGENCE EMPLOI Jeunes



RECENSEMENT DE LA POPULATION 2020

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RP2020) le Bureau Technique Permanent du Recensement (BTPR) et l'Agence Emploi Jeunes (AEJ), recrutent mille six cents (1600) aides formateurs

I. PROFIL DU CANDIDAT

- être Ivoirien
- être âgé de 18 ans au minimum et de 45 ans au maximum, au moment du dépôt du dossier de candidature
- être titulaire au minimum du Baccalauréat de l'enseignement général ou technique ;
- avoir participé à la cartographie censitaire ou au dénombrement pilote du RP2020 est un atout
- avoir une expérience professionnelle en collecte de données ;
- savoir utiliser une tablette, un smartphone et un ordinateur ;
- avoir une connaissance en logiciel bureautique
- être libre de tout engagement sur toute la période de Mars à Mai 2020
- être en bonne santé physique, mentale et intellectuelle ;
- être capable de travailler en équipe et sous pression
- avoir des aptitudes à communiquer ;
- être de bonne moralité ;
- avoir un bon sens des relations humaines ;
- avoir le respect du secret professionnel ;
- avoir un sens de l'organisation et l'esprit d'analyse
- être dynamique, rigoureux, disponible et ponctuel
- être capable de rédiger un rapport.
- être résident de l'entité administrative d'où on postule (département ou région) est un atout ;
- savoir parler la langue locale est un atout

II. CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT

Le contrat sera exécuté en deux (02) phases:

- Une phase de formation au cours de laquelle les intéressés percevront des perdiems de trois mille (3.000) FCFA pendant la durée de formation.

- Une phase de collecte au cours de laquelle les intéressés seront reconvertis en Chefs d'Equipe et percevront des perdiems de six mille (6.000) F CFA sur une période de trente (30) jours

Les intéressés peuvent être affectés partout sur le territoire national.

III. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature comprendra les documents suivants :

- une demande manuscrite de candidature adressée au Directeur National du RP ;
- une photocopie légalisée du diplôme
- un curriculum vitae détaillé ;
- une photocopie du titre d'identité légal (Carte Nationale d'Identité, attestation d'identité, passeport).

IV. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Le dossier de candidature devra être scanné et téléchargé sur le site de recrutement en ligne du RP2020 et de l'Agence Emploi Jeunes, aux adresses électroniques suivantes: <https://recrutement.rp2020.ci> et www.emploijeunes.ci.

Les dossiers de candidature doivent être postés sur les différents sites internet ou dans les Agences Régionales et Guichets Emploi de l'Agence Emploi Jeunes du 19 au 25 février 2020 à minuit délai de rigueur. L'heure de l'enregistrement sur les sites faisant foi.

Le pli portera au verso impérativement, les noms, prénoms et contacts du candidat. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés

NB: AUCUN FRAIS DE DOSSIERS N'EST EXIGÉ

Contact:

BTPR: 22 54 95 15/16

AEJ: 20 21 50 84 -20 21 25 90 / Numéro court: 98097

Bureau Technique Permanent du Recensement ; Siège : Abidjan-Cocody, 2 Plateaux, Vallons ; Tél : 22 52 95 15 /16 ; www.rgph.ci , Facebook RP2020, Twitter : Recensement2020

Annonce

Fraternité Matin recherche des correspondants dans les villes suivantes :

- Korhogo
- Abengourou
- Gagnoa
- Adzopé
- San Pedro
- Man
- Daloa
- Aboisso

Profil :

- Être titulaire, au minimum, du baccalauréat
- Avoir une expérience dans le journalisme et maîtriser l'outil informatique seront des atouts
- Avoir de bonnes capacités rédactionnelles
- Posséder un bon carnet d'adresses sur le plan local

Les demandes sont à adresser au Directeur des Rédactions du Groupe Fraternité Matin : amedeessi@fratmat.info